

IBA OIE

Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle  
Observatoire Interrégional du marché de l'emploi

# Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région

## - Evolution démographique -

Novembre 2014



Neuvième rapport de l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi  
pour le quatorzième Sommet des Exécutifs de la Grande Région

***Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région***  
Neuvième rapport de l'Observatoire Interrégional du Marché de l'Emploi  
pour le quatorzième Sommet des Exécutifs de la Grande Région

**- Evolution démographique -**

**Observatoire Interrégional  
du marché de l'Emploi**  
c/o INFO-Institut  
Pestelstraße 6  
D-66119 Saarbrücken

**Sarrebruck, Novembre 2014**

Dans ce neuvième rapport soumis au 14<sup>e</sup> Sommet de la Grande Région, l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi décrit et analyse la situation et l'évolution du marché de l'emploi dans la Grande Région à partir des principaux indicateurs structurels. Dans le cadre de ces rapports régulièrement adressés au Sommet des Exécutifs, l'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi met continuellement à jour des données socio-économiques relatives au marché de l'emploi de la Grande Région, à partir desquelles il procède à des évaluations différenciées.

Le neuvième rapport se compose de cinq cahiers :

- ▶ Situation du marché de l'emploi
- ▶ Mobilité des frontaliers
- ▶ **Évolution démographique**
- ▶ Situation des jeunes
- ▶ Formes atypiques de travail et d'emploi

Il inclut également le rapport consacré au thème spécifique du « Marché de l'emploi axé sur les soins dans la Grande Région ». Chaque cahier est introduit par des principaux indicateurs sur le marché de l'emploi.

## Sommaire

<b>Principaux indicateurs du 9<sup>e</sup> rapport de l'OIE .....</b>	<b>1</b>
<b>Remarques préliminaires sur la méthodologie .....</b>	<b>6</b>
<b>1. Structure et évolution de la population .....</b>	<b>7</b>
<i>Poids des régions dans la population totale.....</i>	7
<i>Densité de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2013.....</i>	8
<i>Evolution de la population totale entre 1970 et 2013.....</i>	9
<i>Evolution de la population totale à petite échelle 2000-2013.....</i>	11
<i>Evolution de la population totale.....</i>	13
<i>Composantes de l'évolution démographique.....</i>	14
<i>Population étrangère en 2013.....</i>	16
<i>Naissances et décès 1970-2012.....</i>	19
<i>Population par classe d'âge en 1990 et en 2013.....</i>	20
<i>Pyramides des âges de la population en 1990 et en 2013.....</i>	21
<i>Population en âge active au 1<sup>er</sup> janvier 2012.....</i>	22
<i>Evolution de la population active 1999-2012.....</i>	23
<b>2. Projections de population.....</b>	<b>24</b>
<i>Projection de la population en 2030.....</i>	24
<i>Projection de population 2040 / 2050.....</i>	25
<i>Projection de population 2010-2040.....</i>	26
<i>Population de la Grande Région par classes d'âge 1990-2040.....</i>	27
<i>Projection du potentiel de la population active (20 à 59 ans) 2000-2040.....</i>	28
<i>Projection du potentiel de population active et de la population totale 2000-2040.....</i>	29
<i>Projections du potentiel de la population active (20 à 64 ans) 2010-2040.....</i>	30
<b>Annexe .....</b>	<b>31</b>
<i>Portrait de l'Observatoire Interrégionale du Marché de l'emploi.....</i>	32
<i>Portraits des instituts spécialisés.....</i>	33



## Principaux indicateurs du 9<sup>e</sup> rapport de l'OIE

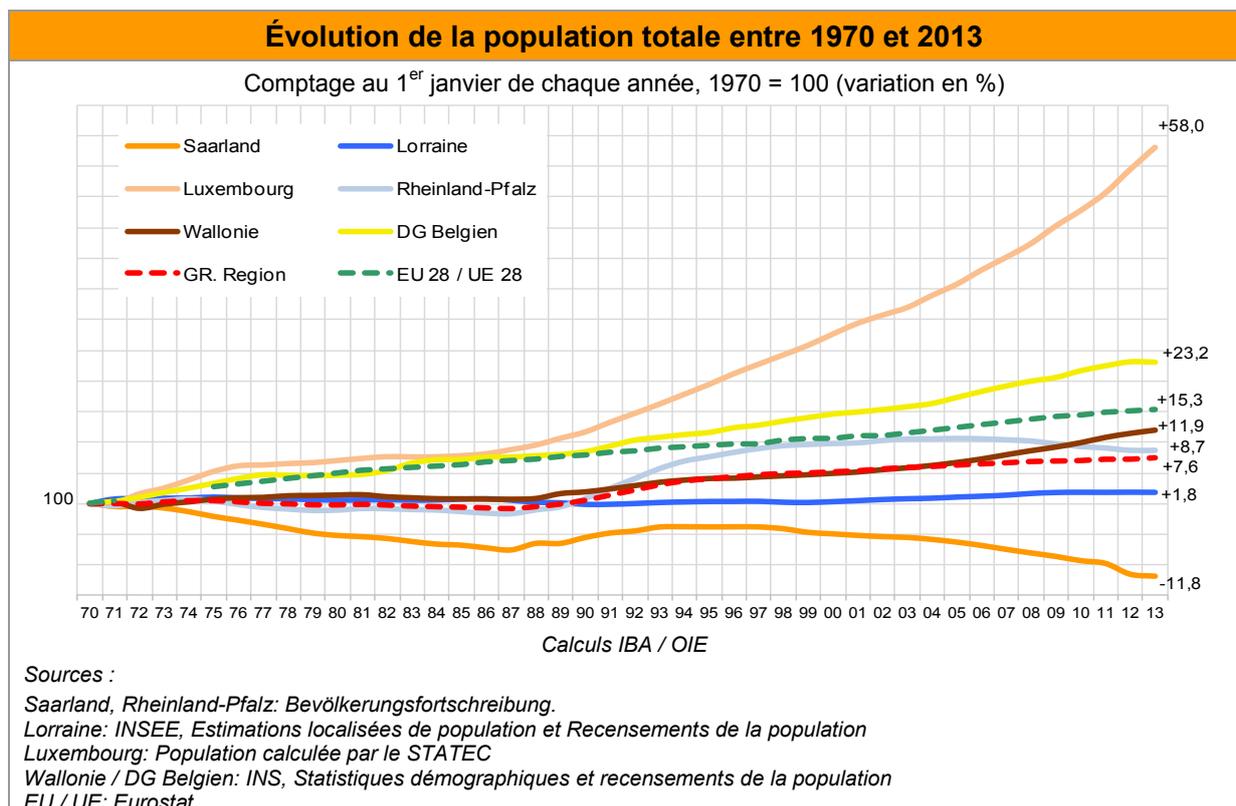
Ce premier chapitre présente les principaux indicateurs du marché de l'emploi de la Grande Région sous forme de graphiques et avec de brèves explications. Ces indicateurs seront décrits et analysés en détail dans les différentes parties.

D'un point de vue géographique, la Grande Région se situe dans le cœur historique de l'Europe, entre les grandes conurbations formées par Bruxelles, la zone Rhin-Ruhr, la région Rhin-Main, la zone Rhin-Neckar, Bâle/Mulhouse et Paris. Cet espace de coopération européen, qui englobe les frontières de quatre États et dans lequel on compte trois langues officielles différentes, comprend les composantes régionales suivantes :

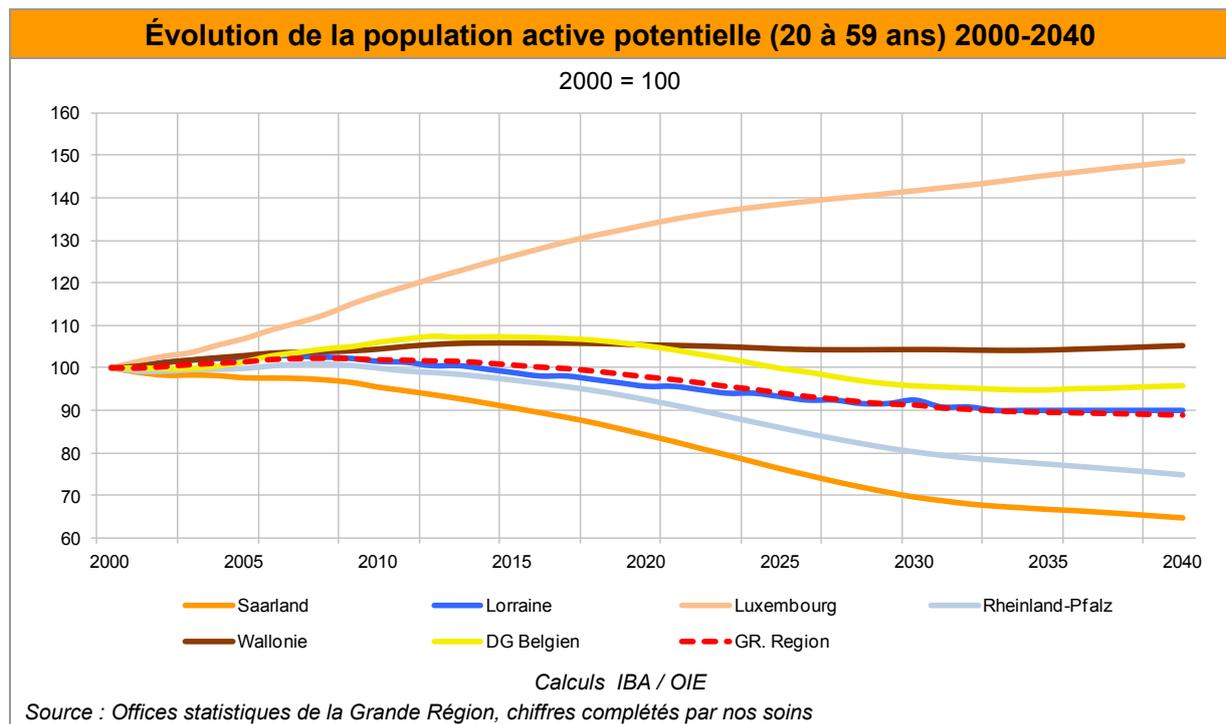
- ▶ Deux Länder allemands : la Sarre et la Rhénanie-Palatinat,
- ▶ Une région française : la Lorraine,
- ▶ Le Grand-Duché du Luxembourg,
- ▶ La Wallonie en Belgique, y compris la Communauté germanophone.

### Évolution démographique

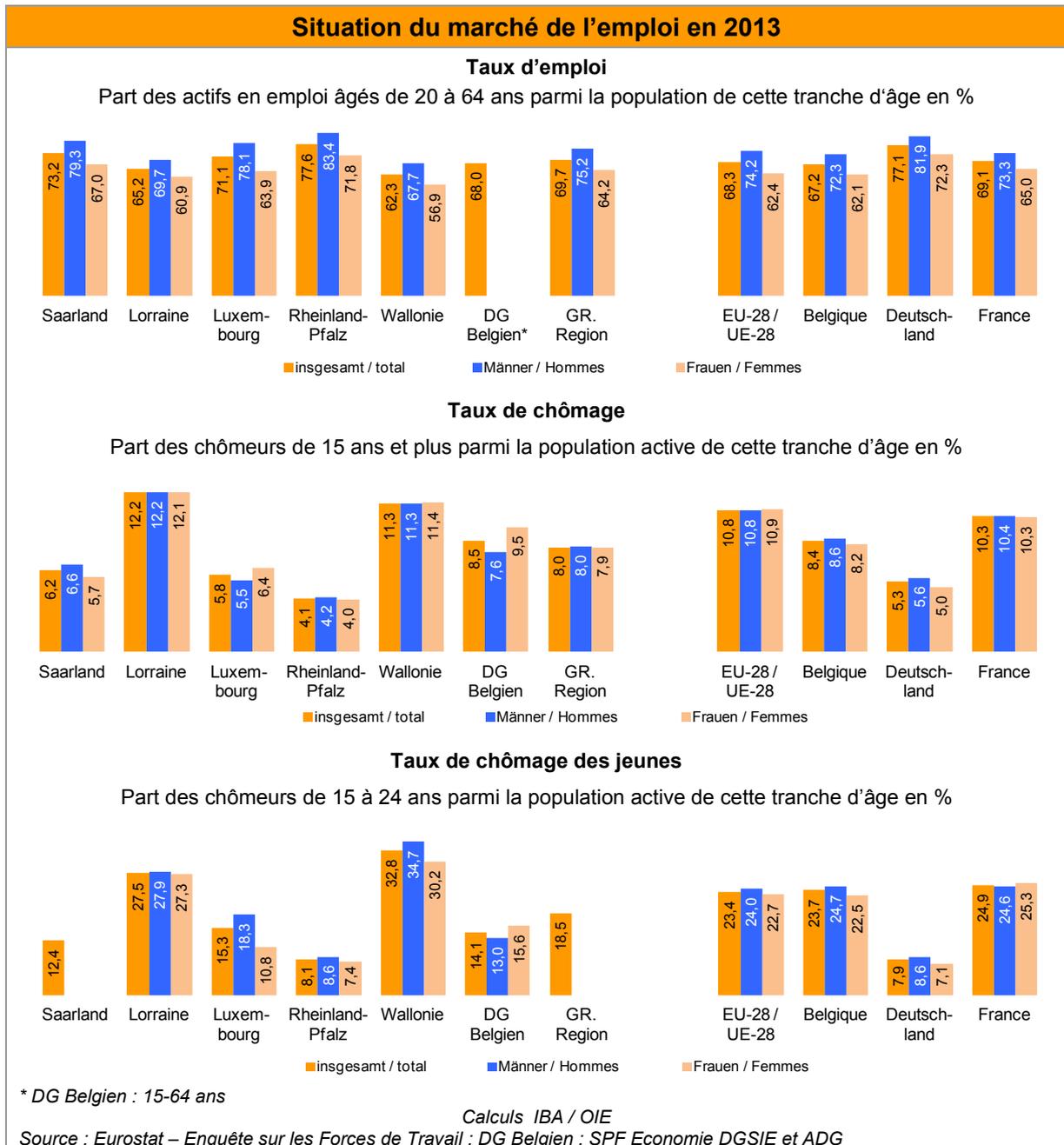
Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Grande Région comptait plus de 11,4 millions de personnes, soit 2,3 % de la population totale de l'Union européenne (UE des 28). Avec ses quatre millions d'habitants, la Rhénanie-Palatinat est de loin la composante régionale la plus peuplée, suivie par la Wallonie (y compris la CG de Belgique), où vivent près de 3,5 millions de personnes. La troisième place revient à la Lorraine, qui comptabilisait quelque 2,35 millions d'habitants début 2013. Les plus petites composantes régionales, à savoir la Sarre et le Luxembourg, comptent respectivement un million et un peu plus d'un demi-million d'habitants. Enfin, environ 76 000 personnes composent la Communauté germanophone de Belgique.



Depuis 1970, la population de la Grande Région a augmenté de 805 187 personnes (soit +7,6 %) pour atteindre plus de 11,4 millions d'habitants en 2013. Cette croissance a été portée par l'évolution enregistrée au Luxembourg, en Wallonie, en CG de Belgique et en Rhénanie-Palatinat, tandis que le nombre d'habitants est resté plus ou moins stable en Lorraine et a enregistré un recul en Sarre. Sur le territoire de l'actuelle UE des 28, la hausse s'établit à 15,3 % pour la même période. Cette croissance démographique plus faible par rapport au reste de l'UE s'observe également sur une période plus récente : après le cycle faste de la fin des années 80 et du début des années 90, la hausse dans l'espace de coopération s'est sensiblement ralentie depuis le milieu des années 1990, pour ne plus atteindre que +2,2 % (EU des 28 : +5,1 %) pour la période 2000-2013.



L'analyse de l'évolution démographique doit également tenir compte de la modification de la structure par âge de la population – notamment du fait de l'évolution à venir de la catégorie des 20-60 ans, qui constitue la classe d'âge la plus importante pour le marché de l'emploi. Les prévisions pour 2030 font état d'un recul de l'ensemble de la population active potentielle de 5,54 millions de personnes dans la Grande Région. Cela correspond à une baisse de presque 616 000 personnes (soit -10 %). D'ici à 2020, la régression de la population active potentielle atteindra près de 3,6 % et restera comparativement modérée. Mais elle va s'intensifier fortement par la suite : les nombreuses personnes nées entre le milieu des années 50 et le début des années 70 vont atteindre l'âge de la retraite et se retirer progressivement de la vie active. En 2030, tous les enfants du baby-boom auront au moins 60 ans. Il n'est pas surprenant que la baisse annuelle de la population active recommence à s'accélérer à partir de 2030. De façon globale, sur la base des hypothèses formulées, la population active potentielle connaît malgré tout un nouveau recul d'au moins 9 % entre 2020 et 2040, si bien qu'à partir de 2013, une baisse totale de plus de 750 000 personnes est envisageable. Il existe toutefois de très fortes variations d'une région à l'autre. Ces données et d'autres éléments concernant la population de la Grande Région sont présentés dans le présent cahier intitulé « Évolution démographique ».



### Taux d'emploi (au lieu de domicile)

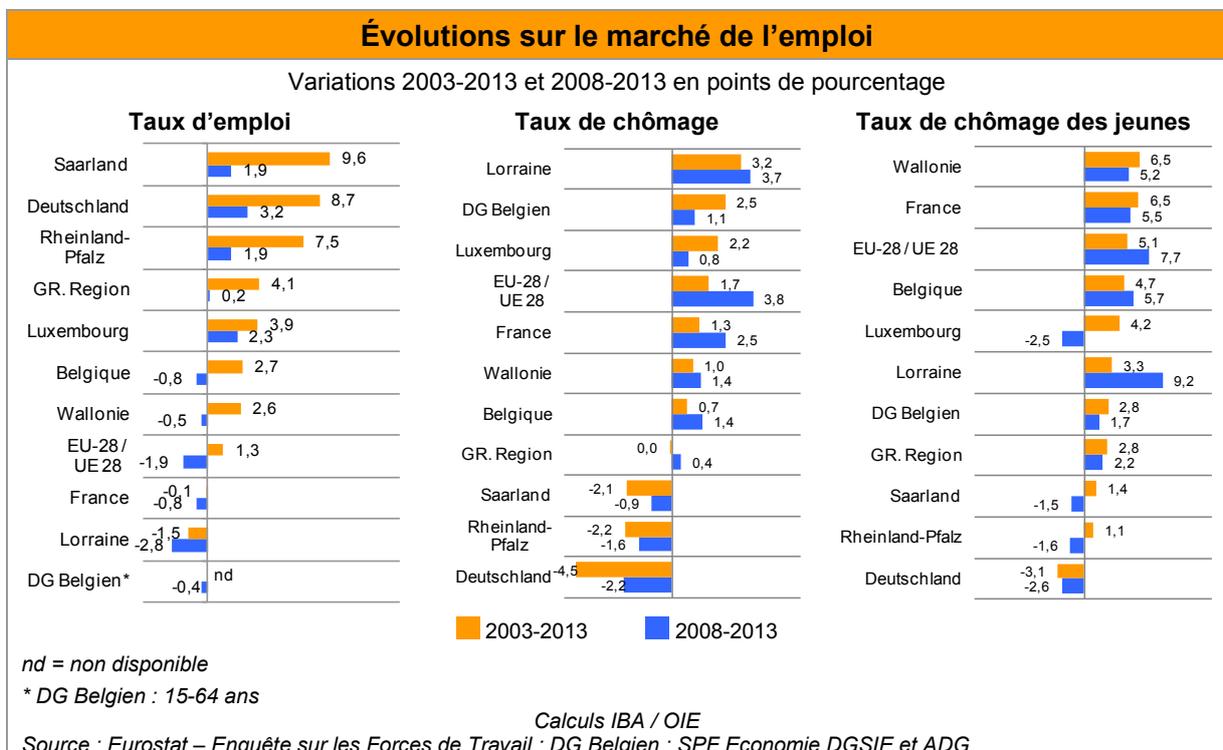
L'un des principaux objectifs visés par la stratégie Europe 2020 consiste à porter le taux d'emploi des 20-64 ans à 75 % d'ici à 2020. Les femmes, les jeunes et les seniors doivent notamment participer davantage à la vie active. En 2013, le taux d'emploi s'élevait à 69,7 % dans la Grande Région. La part de la population active était ainsi supérieure de 1,4 point de pourcentage à celle de l'UE des 28. Mais des efforts doivent encore être effectués, tant dans la Grande Région qu'à l'échelon européen, pour que la barre des 75 % puisse être atteinte. L'augmentation du taux d'emploi est restée irrégulière au cours des dernières années : une progression de 4,1 points de pourcentage a été enregistrée depuis 2003 dans l'espace de coopération. Cette hausse est due en premier lieu à la croissance de l'emploi des femmes (+7,1 points ; hommes : +1,0 point). L'écart entre les hommes et les femmes était toutefois encore de 11 % en 2013.

**Taux de chômage selon Eurostat**

Le taux de chômage dans la Grande Région s'élevait à 8,0 % en 2013, soit près de trois points de moins que le niveau européen (10,8 %). Cette différence s'explique surtout par l'évolution observée au cours des cinq dernières années : depuis l'explosion de la crise financière et économique en 2008, le taux de chômage dans l'UE des 28 a augmenté de 3,8 points de pourcentage, contre seulement 0,4 % dans la Grande Région. Au sein de l'espace de coopération, la Lorraine affiche le taux de chômage le plus élevé (12,2 %) et la Rhénanie-Palatinat détient le plus bas (4,1 %). Depuis 2008, les régions allemandes ont connu une amélioration en matière de chômage, tandis que la hausse a été la plus forte en Lorraine.

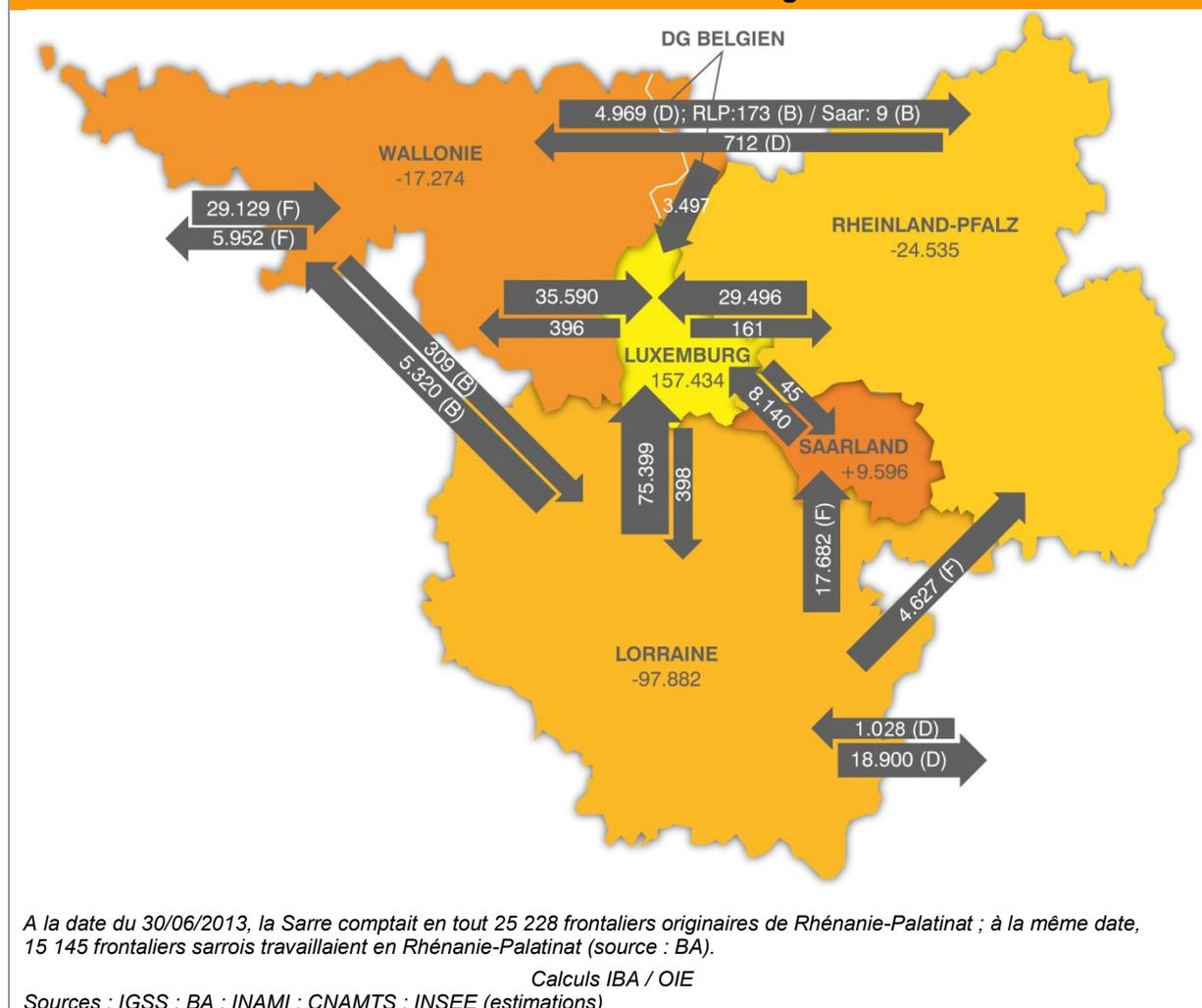
**Chômage des jeunes**

La situation des jeunes s'avère particulièrement problématique : en 2013, 18,5 % des actifs de 15 à 24 ans étaient sans emploi. Cela correspond certes à un niveau sensiblement inférieur à celui de l'UE des 28 (23,4 %), mais au sein de la Grande Région, la Wallonie et la Lorraine ont atteint des seuils supérieurs à la moyenne européenne, avec respectivement 32,8 % et 27,5 %. Au Luxembourg également, 15,3 % des actifs de moins de 25 ans étaient au chômage. Les deux Länder allemands sont restés à un niveau nettement inférieur (avec 12,4 % pour la Sarre et 8,1 % pour la Rhénanie-Palatinat), mais supérieur à la moyenne nationale allemande. La Lorraine, surtout, a connu une dégradation de la situation au cours des cinq dernières années ; mais le chômage des jeunes a également continué à progresser fortement en Wallonie.



D'autres informations sur l'emploi et le chômage sont disponibles dans le cahier partiel de l'OIE intitulé « Situation du marché de l'emploi ». Les formes d'emploi atypiques sont par ailleurs abordées dans le rapport partiel « Formes de travail et d'emploi atypiques », tandis que la situation des jeunes est traitée dans le rapport partiel « Situation des jeunes ».

## Flux de frontaliers dans la Grande Région en 2013

**Mobilité des frontaliers**

En 2013, la Grande Région a de nouveau comptabilisé davantage de travailleurs frontaliers qu'au cours des années précédentes. Depuis la crise financière et économique, la tendance constante à la hausse s'est toutefois ralentie : les variations annuelles observées étaient en effet sensiblement plus marquées jusqu'en 2008 (environ 5 % à 7 %) qu'au cours des années suivantes (0,6 % à 2,3 %). En 2013 aussi, la hausse était très faible avec seulement 0,6 %. Globalement, l'année dernière, 213 400 personnes ont franchi chaque jour une frontière dans la Grande Région afin de se rendre sur leur lieu de travail situé dans une région voisine (frontaliers entrants). La Suisse est le seul Etat à enregistrer un nombre supérieur de travailleurs frontaliers domiciliés dans un autre pays. Plus de la moitié de l'ensemble des frontaliers présents sur le territoire de la Grande Région étaient originaires de France en 2013, et près des  $\frac{3}{4}$  travaillaient au Luxembourg. L'intensification constante de la mobilité des travailleurs frontaliers dans la Grande Région n'est toutefois pas observée dans toutes les composantes régionales. L'augmentation globale de plus d'un tiers du nombre de frontaliers depuis 2004 est due avant tout aux évolutions survenues au Luxembourg et en Wallonie. Au cours de la même période, les Länder allemands ont en revanche enregistré un recul du nombre de travailleurs venant en majeure partie de France.

Des informations détaillées sur les flux de frontaliers dans la Grande Région sont disponibles dans le cahier intitulé « Mobilité des frontaliers ».

## Remarques préliminaires sur la méthodologie

### **Base de données**

Les données de base utilisées pour la partie « Evolution démographique » du rapport OIE s'appuient sur les informations des offices statistiques de la Grande Région. Les données manquantes ont été rajoutées et complétées par des chiffres additionnels par les auteurs.<sup>1</sup>

#### **Mise à jour des données**

En regard des différentes sources de données et des particularités régionales et nationales, les données statistiques ne portent pas toutes sur des périodes identiques. Pour cette raison, il est compréhensible qu'il faille accepter quelques concessions quant à l'actualité des données utilisées. L'équipe s'est toutefois efforcée d'utiliser les données les plus récentes disponibles ; pour l'essentiel, les données se rapportent, sauf indication contraire, aux années 2012/2013 et correspondent à la situation d'avril à juillet 2014.

### **Définitions et précisions méthodologiques**

Lorsqu'on se réfère à des années spécifiques, il faut tenir compte du fait que l'on se rapporte dans la Grande Région, au 1er janvier en non au 31/12 comme c'est le cas en Allemagne. Le 31/12/2012 devient alors le 01/01/2013.

#### **Solde naturel:**

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une année.

#### **Solde migratoire:**

Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur un territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties, calculé au cours d'une année.

Pour l'UE-27 (jusqu'à 2008), la France, la Lorraine et la Grande-Région, il faut calculer le solde migratoire: la migration nette correspond à la différence entre l'évolution démographique totale et le solde naturel d'une année. La migration nette est donc égale à tout changement de la population, qui ne s'explique pas par des naissances ou des décès.

#### **Population active potentielle:**

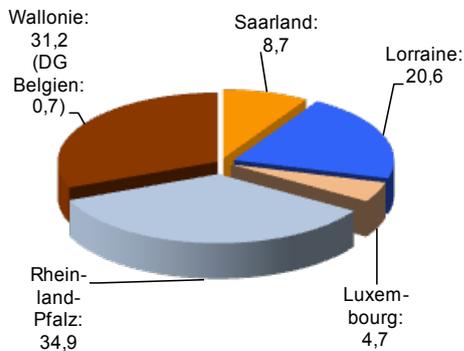
L'OIE définit la population active potentielle comme les personnes d'âge actif dans la catégorie d'âge de 20 à moins de 60 ans. Pour la représentation de la population active au niveau subrégional, l'OIE a présenté la population active de 20 à 64 ans en raison de la disponibilité limitée des données.

---

<sup>1</sup> En 2006, les Offices statistiques de la Grande Région ont mis en place leur portail statistique, qui permet d'accéder à une multitude de données économiques et sociales harmonisées concernant la Grande Région. Les lacunes existantes ont été comblées, dans la mesure du possible, par l'équipe de rédaction du réseau des instituts spécialisés. Malgré des recherches minutieuses et des calculs complémentaires, il n'est pas toujours possible de présenter des données comparables pour toutes les composantes de la Grande Région. A cette date, il s'agit ici souvent de chiffres provisoires susceptibles d'être modifiés ultérieurement - y compris avec un effet rétroactif sur des séries chronologiques.

## 1. Structure et évolution de la population

### Poids des régions dans la population totale de la Grande Région au 1er janvier 2013 (en %)



Calculs IBA / OIE

Sources :

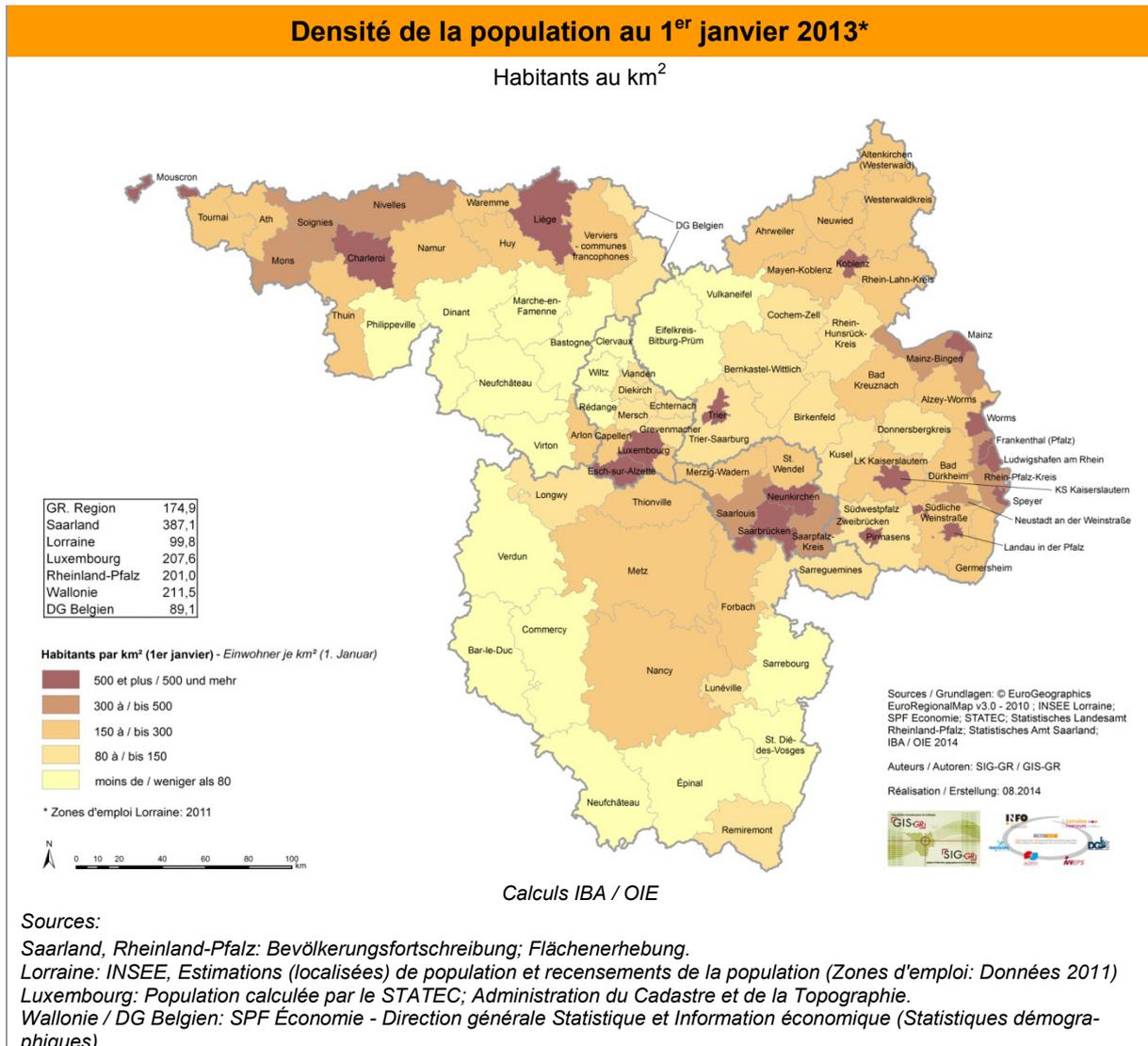
Saarland, Rheinland-Pfalz: *Bevölkerungsforschreibung*.  
Lorraine: INSEE, *Estimations localisées de population et recensements de la population (résultats provisoires)*.  
Luxembourg: Population calculée par le STATEC.  
Wallonie / DG Belgique: SPF Économie - Direction générale Statistique et Information économique (Statistiques démographiques).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Grande Région compte 11,4 millions d'habitants, soit 2,3 % de la population de l'Union européenne (UE des 28). Avec une population de près de quatre millions d'habitants, la Rhénanie-Palatinat est de loin la composante régionale la plus peuplée, suivie de la Wallonie avec 3,5 millions de personnes. Les deux tiers des habitants de la Grande Région résident dans l'une de ces deux composantes. Suit en troisième position la Lorraine, avec 2,35 millions d'habitants début 2013 et ainsi un bon cinquième de la population de l'espace de coopération. La Sarre et le Luxembourg réunissent, avec respectivement un million et 537.039 habitants, 8,7 et 4,7 % de la population de la Grande Région. La Communauté germanophone de Belgique, plus petite des composantes de la Grande Région, compte 76 090 habitants et représente ainsi une part de 0,7 %.

### Concentration de la population dans trois zones fortement peuplées

Au 1er janvier 2013, la densité de population dans la Grande Région était de presque 175 habitants par km<sup>2</sup>. La population se concentre, outre dans les zones fortement peuplées dans l'est de la Rhénanie-Palatinat le long de l'axe rhénan et dans le Nord de la Wallonie, dans une zone centrale multinationale englobant toutes les composantes régionales et d'importants centres économiques de l'espace de coopération : cette zone s'étend de Nancy à Arlon, Esch-sur-Alzette et Luxembourg en passant par Metz, Thionville et Longwy, et de Trèves jusqu'en Sarre, où elle rejoint à nouveau les zones lorraines, en passant par les villes du Palatinat occidental. Cet espace compact est entouré d'un cordon vert étendu composé de zones plutôt rurales faiblement peuplées avec de nombreuses zones naturelles et des paysages humanisés.

La densité varie donc fortement: de plus de 2 000 habitants par km<sup>2</sup> à Ludwigshafen et Mayence, elle est inférieure à 30 habitants par km<sup>2</sup> dans les territoires faiblement peuplés de Verdun et de Commercy. Avec près de 100 habitants au km<sup>2</sup>, seule la Lorraine affiche une densité de population inférieure à la valeur grand-régionale. La commune de Thionville atteint, avec 262,1 habitants par km<sup>2</sup>, la plus forte densité de population de la composante française. La Rhénanie-Palatinat, le Luxembourg et la Wallonie enregistrent, avec respectivement 201,0 ; 207,6 et 211,5 habitants par km<sup>2</sup>, des densités de population comparables, et ce, malgré des différences intra-régionales importantes. Vient enfin la Sarre, qui, avec 387,1 habitants par km<sup>2</sup>, est la composante la plus densément peuplée de l'espace de coopération.

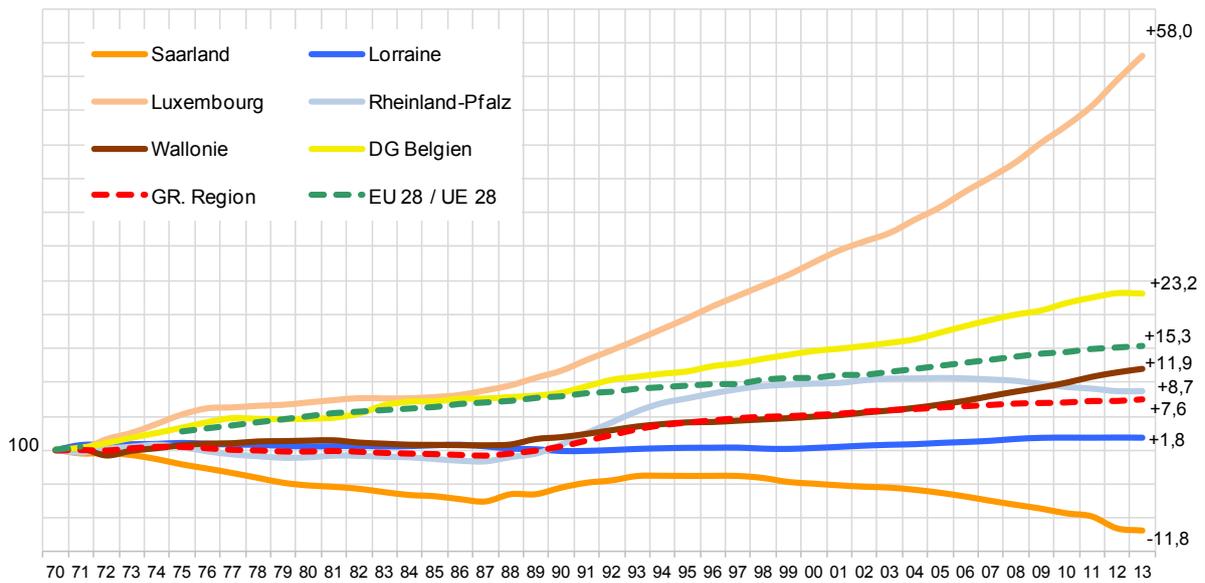


### Une croissance démographique plus faible que celle de l'UE 28

Au début de l'année 2013, la Grande Région, avec 11,4 millions d'habitants, enregistre 805 187 personnes de plus qu'en 1970, soit une croissance de 7,6 %. La Grande Région connaît ainsi une évolution démographique nettement plus faible que l'UE des 28, où le nombre d'habitants augmente de 15,3 % durant la même période. L'ampleur et la composition de la croissance démographique varient fortement au fil du temps et selon les régions. Ainsi, le Luxembourg, la Wallonie (tout comme la CG de Belgique) et la Rhénanie-Palatinat connaissent une évolution positive, alors que le nombre d'habitants stagne en Lorraine et recule même en Sarre.

**Evolution de la population totale entre 1970 et 2013**

Respectivement au 1<sup>er</sup> janvier, 1970 = 100 (changement en %)



Calculs IBA / OIE

Sources:

Saarland, Rheinland-Pfalz: *Bevölkerungsfortschreibung; 2012 und 2013: auf Basis: Zensus 2011.*

Lorraine: *INSEE, Estimations localisées de population et recensements de la population.*

Luxembourg: *Population calculée par le STATEC.*

Wallonie / DG Belgien: *SPF Économie - Direction générale Statistique et Information économique (Statistiques démographiques).*

EU / UE: *Eurostat.*

**Une évolution démographique positive à long terme, mais en perte de vitesse**

Du début des années 70 jusqu'en 1987, les chiffres démographiques de la Grande Région reculent presque continuellement pour amorcer ensuite une phase de croissance durable. Cette augmentation est particulièrement sensible jusqu'en 1997 : au cours de cette période, marquée par des flux migratoires importants en provenance des pays d'Europe centrale et orientale, la Grande Région bénéficie d'un gain de population de près de 590 000 personnes (soit 5,6 %). Au début de l'année 1994, la population de l'espace de coopération franchit ainsi pour la première fois la barre des 11 millions d'habitants. Depuis, la dynamique démographique a sensiblement ralenti. Entre 2000 et 2013, la population n'augmente en effet que de 2,2% (UE 28 : +5,1%).

**Evolution stable au Luxembourg et en Wallonie**

Les tendances démographiques varient d'une région à l'autre dans l'espace de coopération. Au cours des dernières décennies, la population de la Grande Région augmente principalement sous l'impulsion du Luxembourg, de la Wallonie (ainsi que de la Communauté germanophone de Belgique) et de la Rhénanie-Palatinat. Ces régions compensent ainsi largement la stagnation en Lorraine et la baisse de la population sarroise. L'observation limitée à la période écoulée depuis le début du millénaire indique que le Luxembourg, notamment (+23,3 %), la Communauté germanophone de Belgique (+7,4 %) et la Wallonie (+6,7 %) ont enregistré une progression régulière – voire toujours largement supérieure à la moyenne dans le cas du Grand-Duché de Luxembourg.

***Stagnation, voire déclin de la population en Lorraine, en Sarre et en Rhénanie-Palatinat***

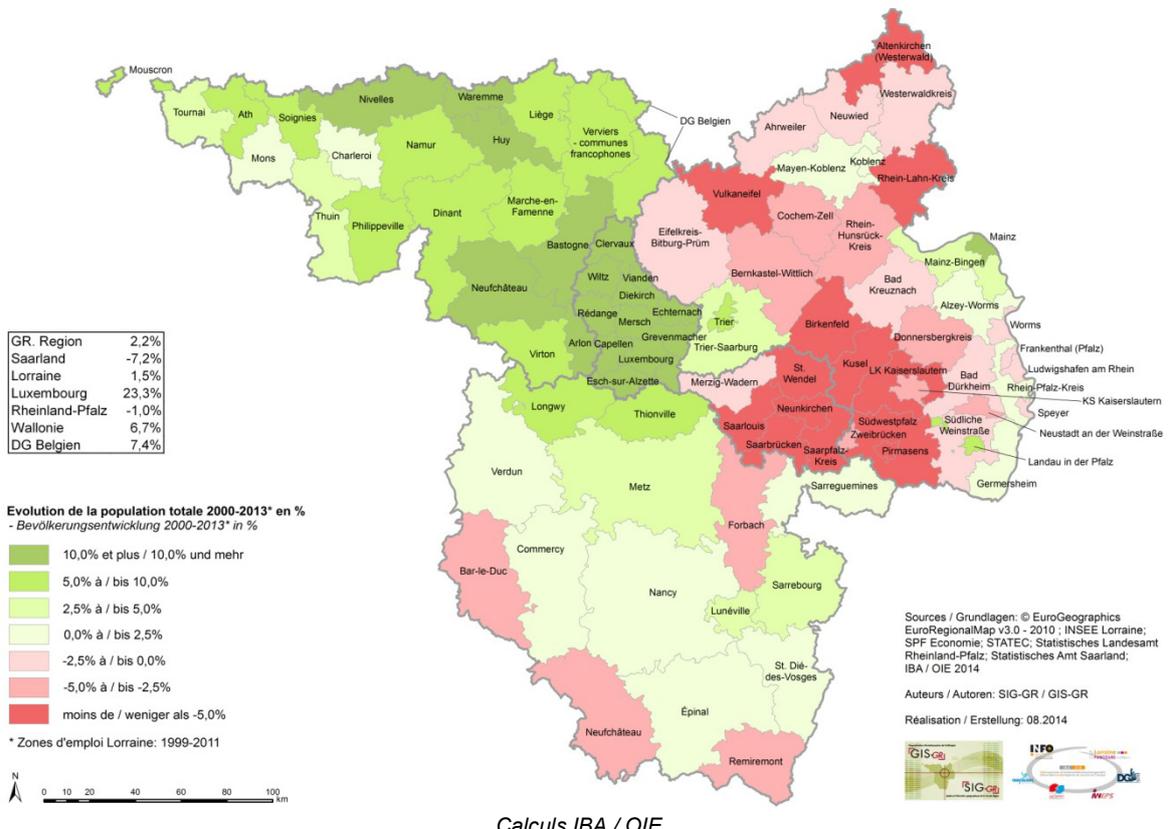
Si le Luxembourg et la Wallonie continuent sur leur lancée démographique, ce n'est depuis peu plus le cas de la Rhénanie-Palatinat, où la population a commencé à décroître en 2006, et ce pour la première fois depuis 1987 (2262 habitants de moins, soit -0,05%). En 2012, elle enregistre une baisse de -1,75% par rapport à 2005. En revanche, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Rhénanie-Palatinat compte à nouveau 245 habitants de plus qu'en 2012, soit une légère hausse de 0,01%. Avec une évolution de 1,5 % entre 2000 et 2013, la Lorraine n'enregistre qu'une dynamique de croissance très faible, mais qui – contrairement aux décennies précédentes – est toujours demeurée positive durant ces dix dernières années. La situation en Sarre est marquée par un déclin de la population depuis le début de 1998. Après une légère amélioration au tournant du millénaire, il s'est à nouveau accentué depuis 2005/2006. Pour la période 2000 - 2013, la Sarre enregistre ainsi, avec une baisse globale de 7,2 %, le bilan démographique le plus mauvais de l'espace de coopération.

***La population augmente autour des grandes régions économiques et le long des principaux axes de circulation***

Les tendances démographiques s'opposent parfois dans les différentes composantes de la Grande Région, comme l'illustre de manière éloquent l'analyse à un niveau géographique inférieur. Depuis 2000, la population augmente notamment dans les zones d'influence des régions économiquement très développées, à proximité des métropoles régionales, tout autour des grands centres universitaires et le long des principaux axes de circulation. Dans les zones moins centrales ou mal desservies ainsi que dans les régions structurellement peu développées, la population a baissé durant la période sous revue, entre 2000 et 2013, et ce parfois de manière considérable. On enregistre des pertes particulièrement importantes dans la région du Palatinat occidental (notamment à Pirmasens et Kusel avec -12 et -9,4 %), à Birkenfeld dans le Hunsrück (-10 %) ainsi que dans le district sarrois de Neunkirchen (-9,4 %). Le reste du territoire sarrois et quelques zones situées sur le Rhin moyen, dans l'Eifel et dans certaines parties de la Lorraine (en particulier Bar-le-Duc et Neufchâteau) enregistrent également des pertes démographiques, toutefois plus modérées, durant la période sous revue. En Wallonie, la population augmente certes dans tous les arrondissements ; toutefois, notamment à Charleroi (la ville la plus importante de la Grande Région), Mons, Thuin et Tournai, la croissance est inférieure à celle du reste de la région wallonne.

**Evolution de la population totale à petite échelle 2000-2013\***

au 1<sup>er</sup> janvier, changement en pourcentage



**Sources:**

Saarland, Rheinland-Pfalz: Bevölkerungsforschung.  
Lorraine: INSEE, Estimations de population et recensements de la population (2012 et 2013: résultats provisoires arrêtés fin 2013); Zones d'emploi: 1999-2011.  
Luxembourg: Population calculée par le STATEC.  
Wallonie / DG Belgique: SPF Economie - Direction générale Statistique et Information économique (Statistiques démographiques).

**Les régions situées à proximité du Luxembourg bénéficient de fortes augmentations de la population**

Au cœur de la Grande Région, l'attrait économique du Luxembourg est le premier moteur de la croissance démographique dans le pays, comme dans de nombreuses régions alentour. Les leaders au Grand-Duché de Luxembourg – et dans l'espace de coopération – sont les cantons de Cleraux et Vianden, situés dans la région nord du pays, prisée pour ses paysages pittoresques (+33,0% et 32,2% depuis 2000). Tous les autres cantons enregistrent des hausses démographiques variant entre 16,2 % (canton de Capellen) et 29,2 % (canton de Wiltz). Le coût élevé de la vie ainsi que la hausse des prix de l'immobilier entraînent toutefois un mouvement d'immigration continu en direction des régions limitrophes du Luxembourg. Ce constat s'applique tout particulièrement aux arrondissements d'Arlon et de Bastogne (Wallonie) qui, avec une progression de 15,3 et 13,8 % depuis le tournant du millénaire, se situent largement au-dessus de la moyenne wallonne.

***A contre-courant de la tendance régionale : des chiffres démographiques en hausse dans la région de Trèves***

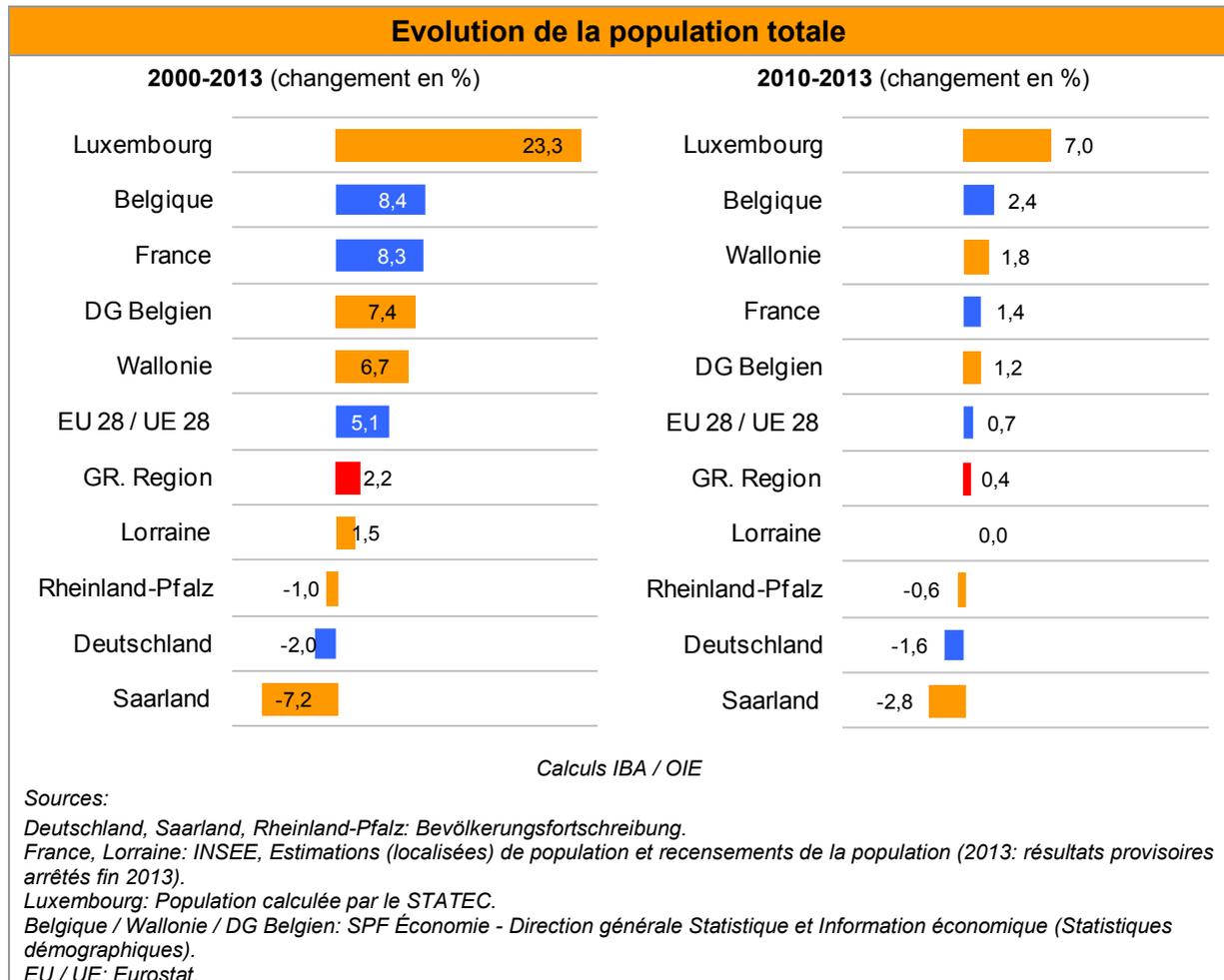
L'attrait économique du Luxembourg favorise la croissance démographique en Rhénanie-Palatinat, notamment dans la ville de Trèves et dans le district de Trèves-Sarrebourg, les seules zones dans l'ouest du Land à enregistrer une évolution positive. Derrière Mayence (+10,7 %) et Landau in der Pfalz (+6,9 %), la ville de Trèves<sup>2</sup> réalise, avec une progression de 6,7 % (Trèves-Sarrebourg : +4,8 %), un résultat bien supérieur à la moyenne du Land. Côté sarrois, les mouvements migratoires grandissants de Luxembourgeois (et d'Allemands) en direction de Merzig-Wadern, zone de tradition rurale, ont freiné la baisse démographique, bien que le district de Merzig-Wadern dans son ensemble enregistrait toujours une baisse. La commune frontalière de Perl, dans le Pays des Trois Frontières entre le Luxembourg, la France et l'Allemagne, connaît un développement particulièrement à contre-courant de la tendance. . Un phénomène analogue est observé dans les territoires lorrains proches de la frontière luxembourgeoise, tels que Thionville (+5.8 %) ou Longwy (+5,7 %).

***Recul léger mais historique pour la Communauté germanophone de Belgique***

En 2013, la Communauté germanophone de Belgique, qui suivait jusqu'alors une croissance constante, enregistre pour la première fois un léger recul (moins 38 personnes, soit -0,05%). Avec une évolution de 7,4% entre 2000 et 2013, elle reste cependant l'une des composantes présentant la meilleure croissance démographique sur cette période, après le Luxembourg.

---

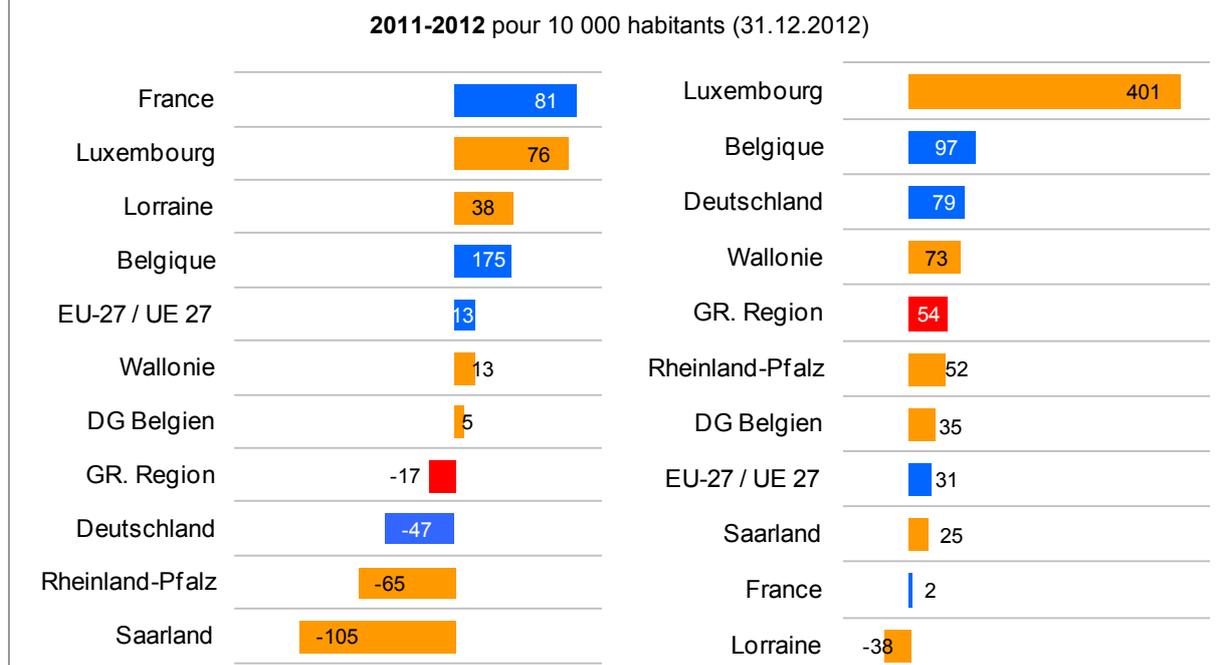
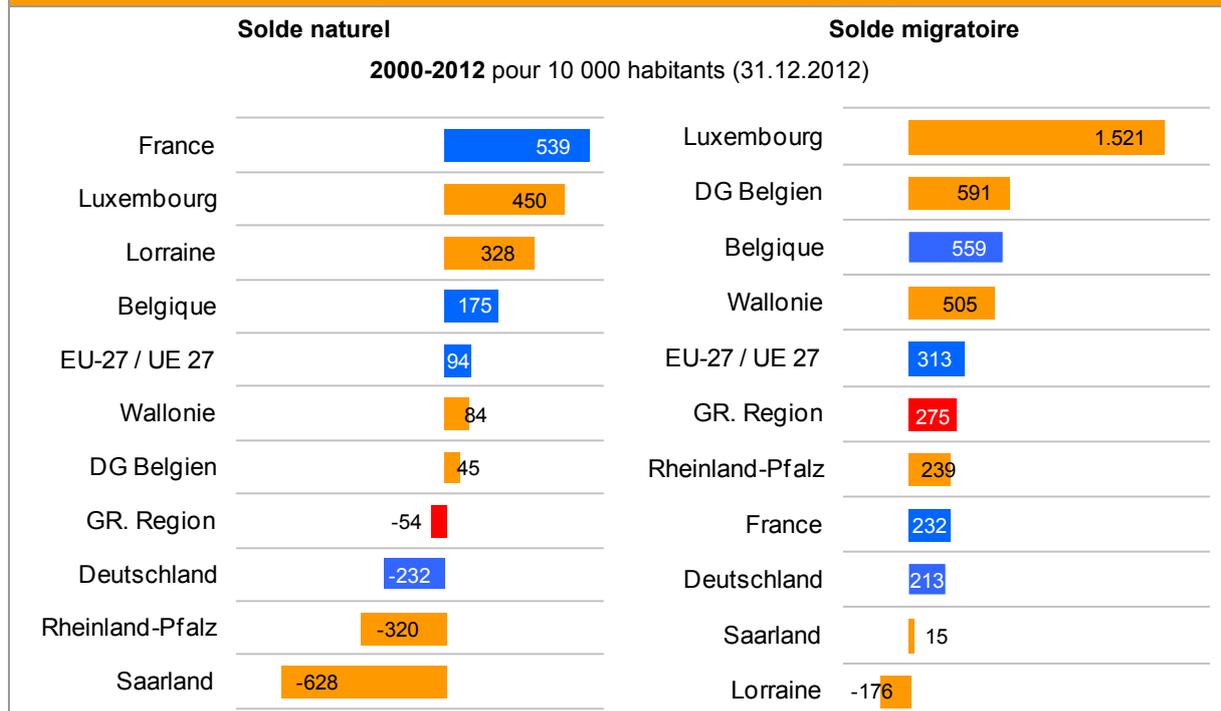
<sup>2</sup> Dans la ville de Trèves – au même titre qu'à Mayence et Landau – les progressions de population récemment enregistrées sont en partie attribuables à l'introduction d'une taxe de résidence secondaire. Suite à cette mesure, de nombreux étudiants, notamment, ont déclaré leur deuxième lieu d'habitation comme domicile principal.



### **Le Luxembourg seul en tête de l'évolution démographique dans la Grande Région**

Le Luxembourg enregistre une croissance démographique largement supérieure à la moyenne dans la Grande Région, tant sur la période entre 2000 et 2013 (23,3%) que pendant ces trois dernières années (7%). Pendant ces mêmes laps de temps, les autres régions et pays n'atteignaient pas une croissance supérieure à respectivement 8,4% et 2,4%, à savoir les valeurs pour la Belgique dans les deux cas. Alors que la Lorraine conserve une évolution positive si l'on considère la période allant de 2000 à 2013 (1,5%), elle doit composer avec un statu quo entre 2010 et 2013. L'Allemagne, et donc la Rhénanie-Palatinat et plus particulièrement la Sarre présentent sur les deux périodes d'analyse une évolution négative. Pour les 28 pays membres de l'UE en moyenne, le bilan est en revanche constamment positif, à la fois pour la période récente et à moyen terme.

**Composantes de l'évolution démographique**



Calculs IBA / OIE

Sources:

Deutschland, Saarland, Rheinland-Pfalz: Statistik der natürlichen Bevölkerungsbewegung; Wanderungsstatistik.

France, Lorraine: INSEE, Etat civil.

Luxembourg: STATEC, Etat civil.

Belgique, Wallonie, DG Belgien: Direction générale Statistique et Information économique - Population sur base du Registre national des personnes physiques.

EU / UE: Eurostat.

**Note méthodologique concernant la Grande Région et la Lorraine :** Le solde migratoire est ici estimé par la différence entre la variation totale de la population et le solde naturel sur l'année. Le solde migratoire est ainsi égal à toutes les variations de la population totale qui ne sont imputables ni aux naissances ni aux décès.

### ***Une solde naturel négatif, compensé par un solde migratoire positif pour la Grande Région***

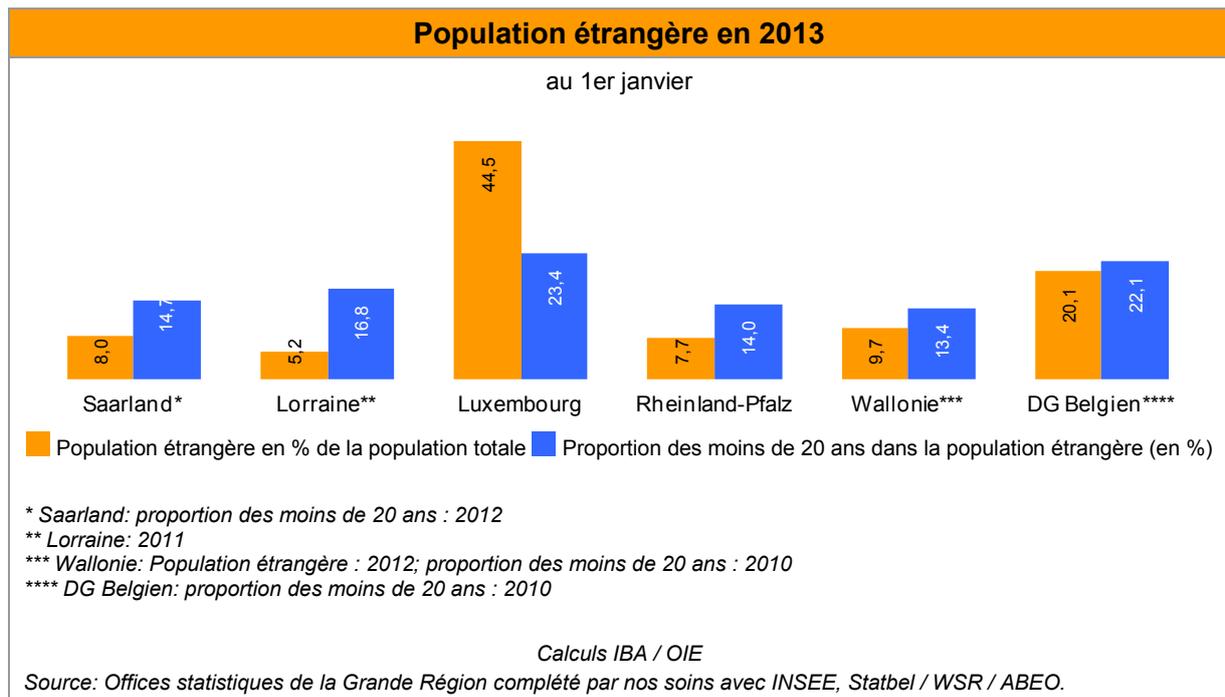
Depuis 2000, le nombre des décès dépasse celui des naissances, de sorte que l'on assiste depuis à une baisse naturelle de la population dans l'espace de coopération (-54 pour 10 000 habitants). Avec un taux d'immigration positif (+275 pour 10 000 habitants), ce phénomène est équilibré au niveau grand-régional. En Lorraine, on observe le contraire : l'émigration est compensée par un fort taux de naissance. La Wallonie, la CG de Belgique et le Luxembourg enregistrent un bilan positif, tant pour le solde naturel que migratoire. La Sarre présente un solde migratoire très légèrement positif, mais souffre d'un taux de naissance extrêmement faible. Comparée à l'année 2000, la population des deux régions allemandes a baissé.

### ***Le solde migratoire positif constitue le principal moteur de l'évolution démographique***

Le bilan démographique globalement positif de la Grande Région est par conséquent essentiellement attribuable à l'immigration qui constitue, depuis 1987 déjà, la principale composante de la croissance démographique dans l'espace de coopération. Entre 2000 et 2012, l'excédent migratoire (calculé par déduction) est estimé à 275 personnes au total pour 10 000 habitants. Comme dans le cas du solde naturel, la Grande Région enregistre, s'agissant des mouvements migratoires, des résultats inférieurs à la moyenne des pays de l'UE des 27. Pour les deux composantes de l'évolution démographique, de fortes disparités s'observent entre les différentes régions de l'espace de coopération. Durant les périodes marquées par un recul des naissances et une mobilité grandissante au niveau régional, national et international, ce sont avant tout les mouvements migratoires qui déterminent la dynamique démographique dans son ensemble. En effet, ils dépendent beaucoup plus que les évolutions démographiques naturelles, de facteurs économiques, politiques et sociaux et sont notamment considérés comme un indicateur d'attractivité pour un pays ou une région. Par ailleurs, ces mouvements migratoires ont également, en raison de leur structure sociodémographique extrêmement sélective, le plus souvent des effets sensibles sur le processus de vieillissement et l'internationalisation. Ils constituent par conséquent un facteur très influent sur l'ampleur du changement démographique et ses tendances.

### ***Seul le Luxembourg connaît une croissance constante et régulière de sa population étrangère***

Ce phénomène a également des répercussions sur la proportion d'étrangers dans la population : après une augmentation enregistrée en Sarre entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990 (passant de 4,5 à près de 7%), les chiffres se sont largement stabilisés. Au cours de ces dix dernières années, la proportion d'étrangers dans la population sarroise stagne et s'élève actuellement, c'est-à-dire début 2013, à 8%. Un peu plus de la moitié de la population étrangère est ressortissante d'un Etat de l'Union européenne. Les personnes d'origine italienne constituent le plus grand groupe d'étrangers (23%), suivies des Turcs (15%), des Français (8,4%) et des Polonais (5,2%). En 2012, 14,7% de l'ensemble des étrangers établis en Sarre ont moins de 20 ans.



La **Lorraine** compte la plus faible proportion d'étrangers parmi les composantes de la Grande Région (5,2 % en 2011). La proportion des moins de 20 ans dans la population étrangère dans la région française se maintient à un niveau plus élevé (16,8 % en 2011).<sup>3</sup> L'Italie (14,7 %) et l'Algérie (13,1 %) sont les deux principaux pays d'origine des immigrés de la Lorraine. En troisième, quatrième et cinquième positions arrivent l'Allemagne (12,9%), la Turquie (11,4%) et le Portugal (9,4 %).

Le **Luxembourg** est la seule composante grande-régionale à enregistrer une courbe positive et régulière de sa population d'origine étrangère. En effet, celle-ci a presque quadruplé depuis 1970 et atteint en 2013 une proportion record de 44,5% de la population totale du Grand-Duché. 86,3% d'entre-eux sont ressortissants d'un Etat de l'Union des 28, parmi lesquels 37% de Portugais, 14,4% de Français, 7,9% d'Italiens, 7,5% de Belges et 5,3% d'Allemands. La population étrangère au Luxembourg est également plus jeune que la moyenne des autres composantes, puisque 23,4% de celle-ci est âgée de moins de 20 ans.

La **Rhénanie-Palatinat** a vu sa population étrangère augmenter fortement entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990. Elle s'est ensuite stabilisée, pour recommencer à croître à partir de 2011. En 2013, la proportion d'étrangers dans la population s'élève à 7,7%. Près de la moitié (43,9%) de la population étrangère de la Rhénanie-Palatinat provient d'un Etat de l'Union Européenne. Les ressortissants étrangers sont principalement d'origine turque (21,6%), italienne (8,9%) et polonaise (8,7%). En 2013, 14% des étrangers établis en Rhénanie-Palatinat ont moins de 20 ans.

Depuis le début des années 1980, la population d'origine étrangère en **Wallonie** est en diminution irrégulière mais constante, bien qu'entrecoupée de courtes périodes de croissance. En 2012, la proportion des étrangers établis sur le territoire wallon s'élève à 9,7%. En 2010, 13,4% d'entre eux étaient âgés de moins de 20 ans.

<sup>3</sup> On ne dispose pas de données plus actuelles pour la Lorraine.

**Les composantes de la croissance démographique varient fortement selon les régions**

De toutes les composantes de la Grande Région, la **Sarre** présente les chiffres démographiques les plus défavorables. Le recul continu du nombre de ses habitants est essentiellement attribuable à une évolution démographique naturelle négative. Année après année, et depuis 1971 déjà, le nombre des naissances en Sarre est inférieur à celui des décès. De plus, cette décroissance naturelle de la population ne cesse de s'amplifier depuis le tournant du millénaire. Sur l'ensemble de la période 2000 à 2012, le déficit des naissances s'établit à 628 personnes pour 10 000 habitants. Entre 2011 et 2012, la baisse est de 105 personnes au total. Ainsi la Sarre présente-t-elle le plus mauvais bilan en termes d'évolution démographique naturelle parmi l'ensemble des composantes régionales de l'espace de coopération. Alors que dans le passé, l'excédent de décès était, en partie au moins, compensé par l'arrivée de nouveaux immigrants, la balance migratoire, déjà faible jusqu'alors, est passée dans le négatif entre 2004 et 2009, renforçant par conséquent encore davantage les pertes de population. En 2010 toutefois, un léger sursaut a de nouveau pu être observé : sur 10 000 habitants, il y a en effet eu 2 arrivants de plus que de partants. Le bilan migratoire de la Sarre entre 2000 et 2012 s'avère néanmoins tout juste positif, puisqu'on compte au total 15 arrivants de plus que de partants.

Avec un solde naturel négatif, tant entre 2011 et 2012 (moins 65 personnes pour mille habitants), qu'entre 2000 et 2012 (moins 320 personnes pour mille habitants), la **Rhénanie-Palatinat** présente une situation démographique similaire, si ce n'est que son solde migratoire est légèrement plus élevé que celui de la Sarre (+52 personnes pour mille habitants entre 2011 et 2012 ; +239 personnes pour mille habitants entre 2000 et 2012).

A l'inverse des composantes allemandes, la **Lorraine** compense son déficit migratoire (176 partants de plus que d'arrivants entre 2000 et 2012) par un solde naturel élevé (+328 personnes pour mille habitants sur la même période). L'excédent naturel constitue donc en Lorraine la principale (et en définitive l'unique) source de la croissance démographique. L'affaiblissement du déficit migratoire enregistré au cours de la dernière décennie devrait ainsi être essentiellement attribuable au fait que de nombreux frontaliers lorrains se voient offrir des opportunités d'emploi attrayantes au Luxembourg, ce qui les incite à rester dans la région.

La Wallonie et la Communauté germanophone de Belgique présentent toutes les deux des soldes naturels et migratoires positifs. En termes d'immigration, la **Wallonie** profite sans doute de sa proximité avec les régions économiquement performantes. Outre le Luxembourg, la métropole bruxelloise attire un nombre considérable d'immigrants, en particulier étrangers, qui, pour la plupart, élisent domicile dans les localités voisines, en Flandre ou en Wallonie. L'observation limitée à l'intérieur de la Belgique révèle que les flux migratoires internationaux sont principalement dirigés vers la région de la capitale belge, suivie de la Flandre.

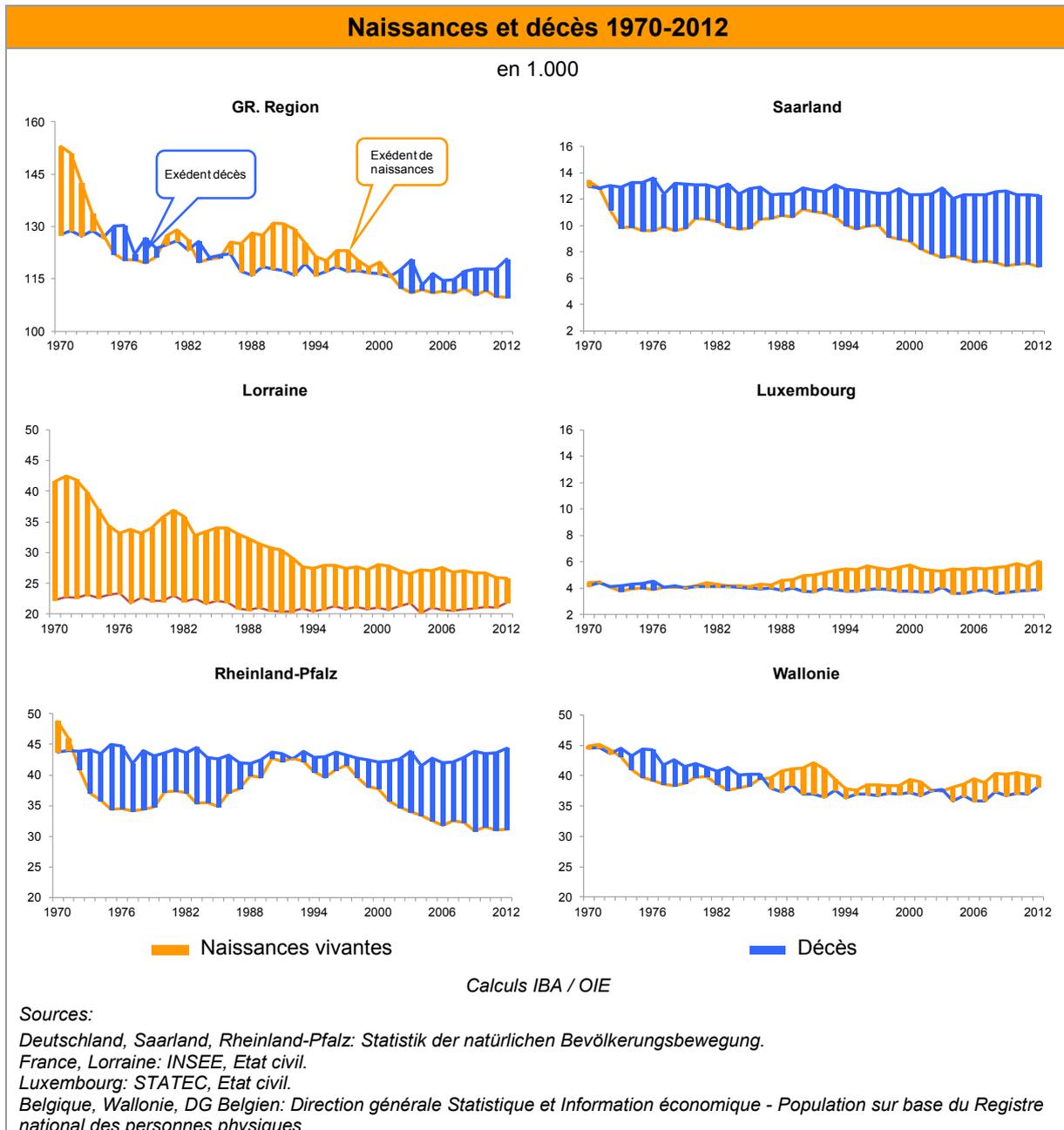
L'arrivée de nouveaux immigrants constitue également la principale source de la croissance démographique dans la **Communauté germanophone de Belgique**. Entre 2000 et 2012, l'excédent migratoire s'élevait à 591 personnes pour 10 000 habitants – un résultat que le Luxembourg est seul à dépasser dans la Grande Région. Le solde migratoire positif enregistré dans la Communauté germanophone de Belgique est essentiellement attribuable aux flux

migratoires en provenance d'Allemagne (notamment des régions d'Aix-la-Chapelle, Cologne et Bonn). L'attrait économique du voisin luxembourgeois, qui enregistre une hausse continue du nombre de frontaliers en provenance de la Communauté germanophone de Belgique, prend une part importante dans l'immigration. Avec une proportion d'étrangers de 20%, celle-ci réalise une moyenne bien supérieure à celle de la Grande Région, mais se place néanmoins à bonne distance derrière le Luxembourg. Eu égard à la structure spécifique de l'immigration, ce sont les personnes de nationalité allemande qui composent le plus grand groupe d'étrangers (74,2 %). Suivent les Néerlandais (4,8 %), puis les personnes originaires du Luxembourg (1,4 %). Environ 87% des étrangers domiciliés dans la Communauté germanophone de Belgique sont ressortissants d'un pays de l'Union européenne.

Au **Luxembourg**, les mouvements naturels et migratoires présentent un solde positif depuis de nombreuses années. Ce phénomène s'explique essentiellement par l'immigration élevée qui, eu égard à l'attrait économique du pays et à ses besoins permanents de main-d'œuvre depuis la fin des années 1980, affiche un excédent qui atteint des valeurs inégalées en Europe. En 2011 et 2012, pour 10 000 habitants, le solde migratoire est par conséquent positif de 401 personnes. Sur l'ensemble de la période 2000-2012, cet excédent se monte à 1 521 personnes pour 10 000 habitants ; le pays occupe ainsi de loin la première place en termes de taux d'immigration nette dans le classement interrégional. Avec un taux de naissance bien plus élevé que chez les Luxembourgeois, les immigrés contribuent par ailleurs à stabiliser, voire augmenter le solde naturel. De 2011 à 2012, le nombre des naissances pour 10 000 habitants dépasse celui des décès de 76 personnes. Entre 2000 et 2012, l'excédent des naissances au Grand-Duché s'élève au total à 450 personnes pour 10 000 habitants – bien plus que dans toutes les autres composantes régionales de l'espace de coopération.

### ***Décroissance naturelle de la population de la Grande Région depuis 2002***

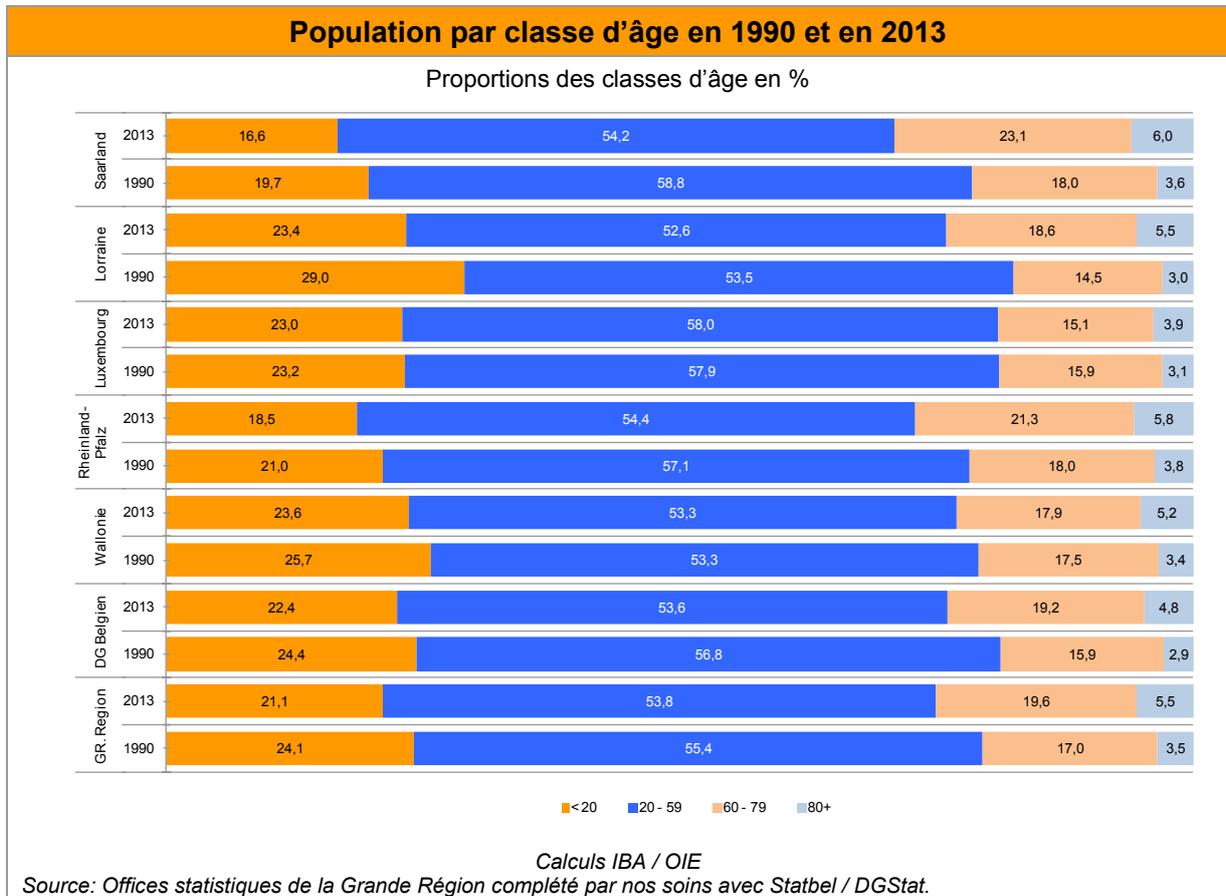
L'espace de coopération assiste depuis les années 1970 à une baisse continue de la natalité sur son territoire : alors que plus de 150 000 naissances sont encore enregistrées en 1970, on n'en compte plus que 120 000 environ en 2000 et près de 110 000 en 2012 – la baisse du solde naturel ne cessant ainsi de se renforcer. De plus, depuis 2002, le nombre de décès dans la Grande Région dépasse celui des naissances, ce qui se traduit par une décroissance naturelle de la population. En 2012, on compte 120 663 décès pour 109 743 naissances au total dans l'espace de coopération. Pour 10 000 habitants, il y a donc 9 décès de plus que de naissances – en 2000, il y avait encore 3 naissances de plus que de décès. Sur l'ensemble de la période 2000 à 2012, le déficit du solde naturel s'établit à 54 personnes pour 10 000 habitants ; pour la période entre 2011 et 2012, la baisse est de 17 personnes pour 10 000 habitants. Pour les 27 pays membres de l'UE en moyenne, le bilan est en revanche constamment positif, à la fois pour la période récente et à moyen terme.



### Le vieillissement démographique poursuit sa progression

A l'heure actuelle, l'évolution démographique est d'ores et déjà bien davantage marquée par le renversement de la pyramide des âges que par les variations du nombre total de la population. La baisse de la natalité d'une part et la hausse de l'espérance de vie d'autre part entraînent dans l'ensemble de l'Europe une mutation durable de la structure de la population, avec davantage de seniors. Ce processus de vieillissement représente le véritable défi de la mutation démographique : face à un nombre toujours grandissant de personnes âgées, les jeunes sont de moins en moins nombreux. Les rapports entre les générations se modifient également en conséquence : ainsi, dans la Grande Région, entre 1990 et 2013, la part des moins de 20 ans est passée de 24,1 % à 21,1 %, alors que, dans le même temps, le groupe des plus de 60 ans progressait de 20,5 % à 25,1 %. La part des personnes en âge de travailler (de 20 à 59 ans) n'enregistre qu'une baisse relativement faible de 55,4 % à 53,8 % du fait

que les années de forte natalité de la génération du baby-boom sont actuellement encore pleinement actives.

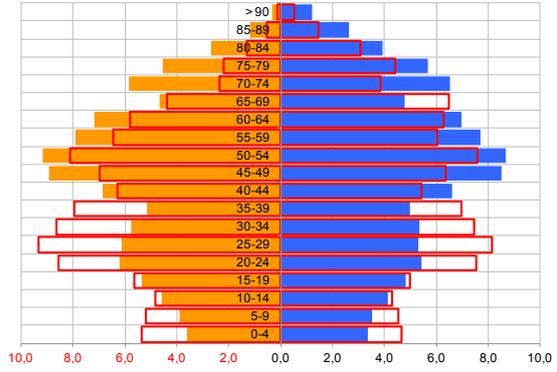
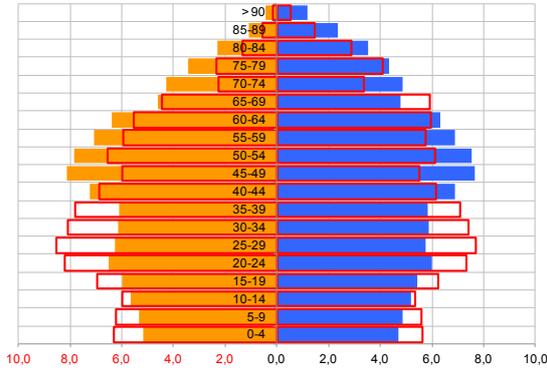


**Pyramides des âges de la population en 1990 et en 2013**

en % de la population totale masculine / féminine (au 1<sup>er</sup> janvier)

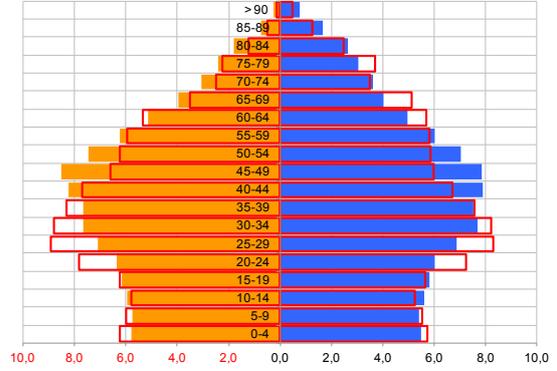
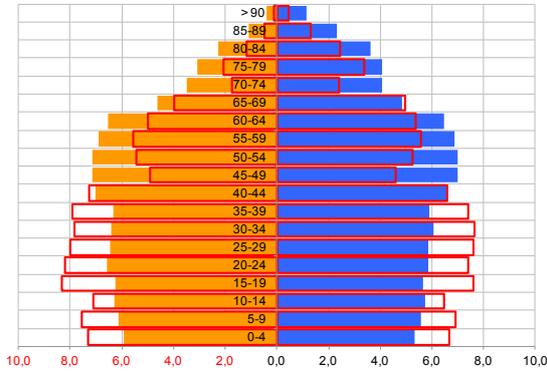
**GR. Region**

**Saarland**



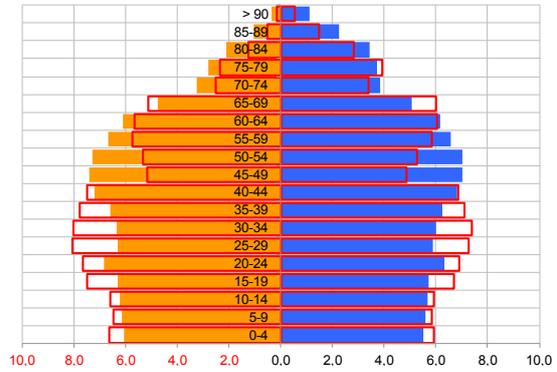
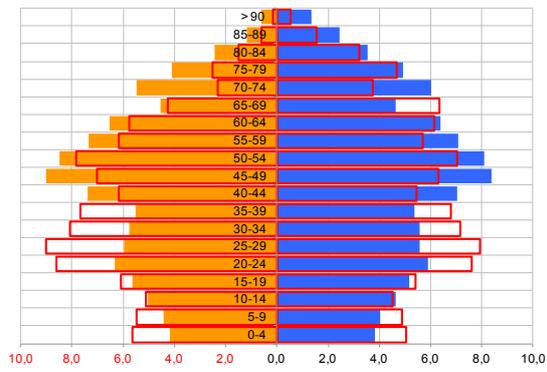
**Lorraine**

**Luxembourg**

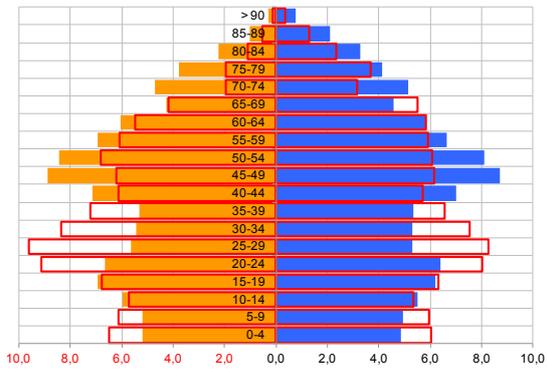


**Rheinland-Pfalz**

**Wallonie**



**DG Belgien**



1990

Hommes

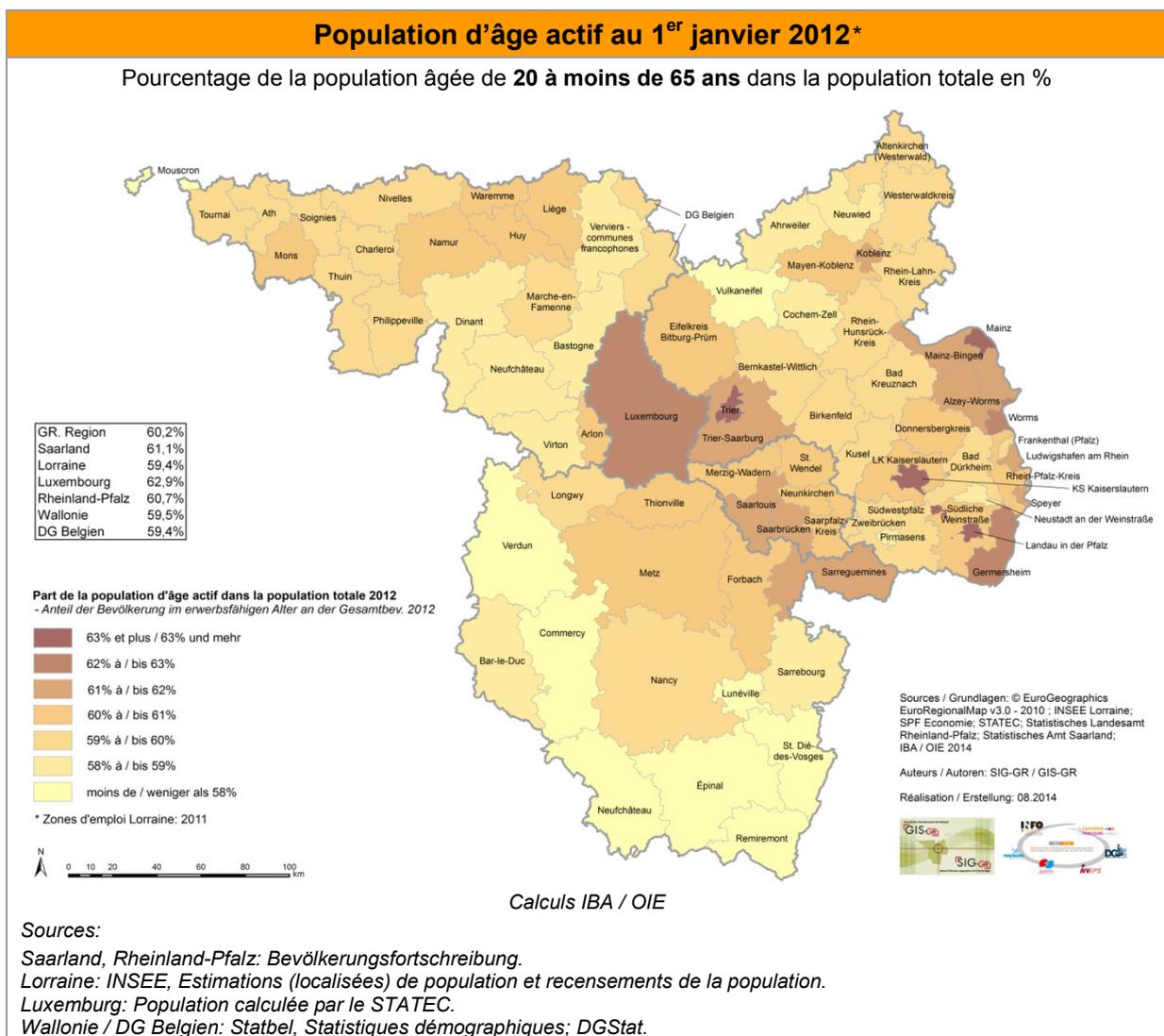
Femmes

Calculs IBA / OIE

Source: Offices statistiques de la Grande Région complété par nos soins avec SPF Economie.

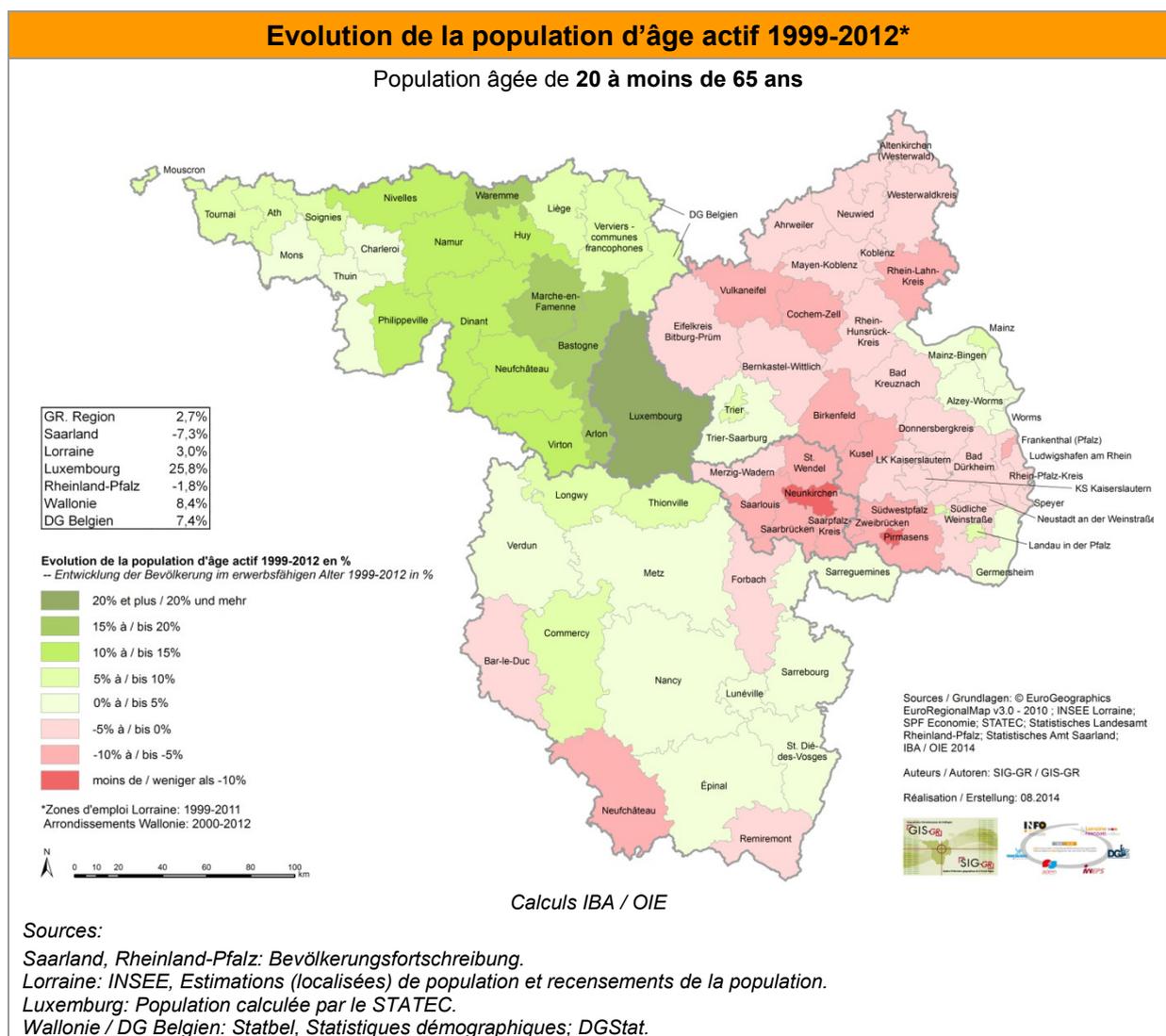
### Concentration du potentiel d'actifs dans les espaces urbains

En termes de travail et d'emploi, le groupe des personnes âgées de 20 à moins de 65 ans est primordial. C'est en effet à cet âge que l'on se trouve normalement sur le marché du travail. Ce potentiel d'actifs est naturellement limité par le nombre de la population en âge de travailler subissant les influences, tant quantitativement que par la structure, des variations démographiques, des mouvements migratoires, des modèles d'activité spécifiques selon le sexe et de l'approche éducative. Au niveau grand-régional, la part des 20 à moins de 65 ans est d'environ 60%. Dans de nombreuses régions à structure rurale, la part du potentiel d'actifs est inférieure à la moyenne. C'est tout particulièrement le cas dans l'Eifel volcanique, dans les Vosges et à Mouscron. En revanche, du fait d'une offre d'emploi plus importante, beaucoup de personnes en âge de travailler vivent dans les espaces urbains et leurs environs. Des taux record sont ainsi atteints dans les villes de Mayence, Trèves, Kaiserslautern et Landau in der Pfalz, suivi du Grand-Duché de Luxembourg. Le champion régional de Wallonie est Arlon. En Lorraine, Sarreguemines est au premier rang.



### Développement dynamique des 20-65 ans au centre de la Grande Région

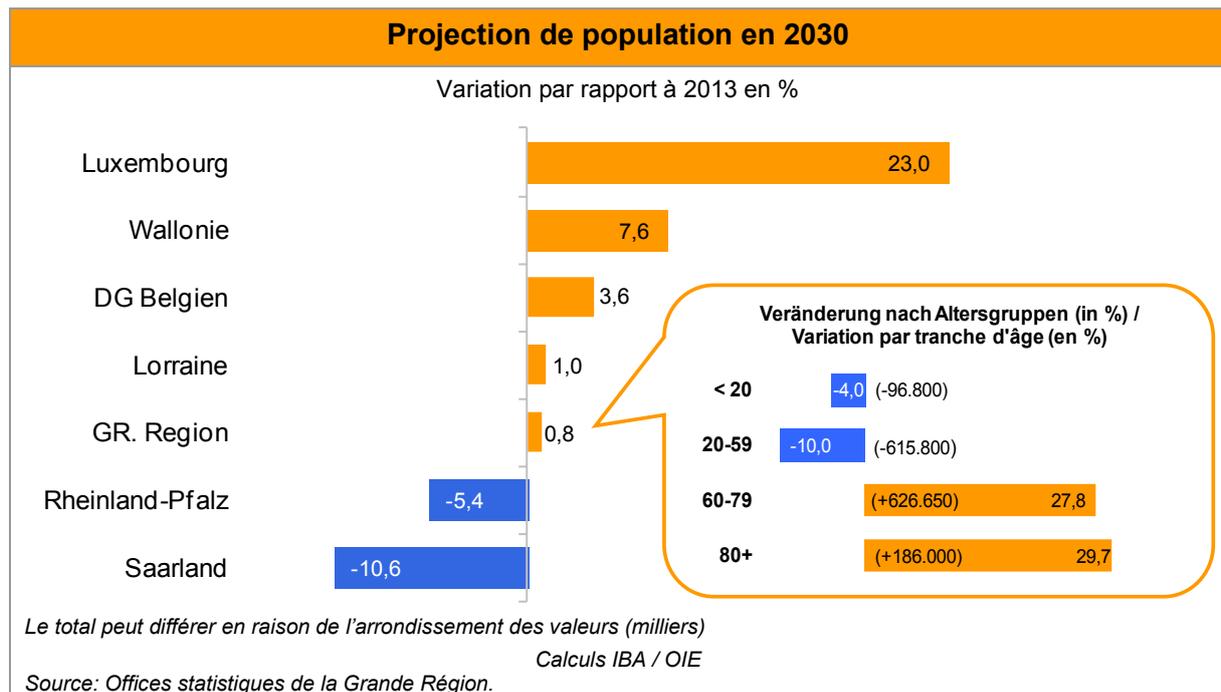
Le Luxembourg n'affiche pas seulement les pourcentages les plus élevés pour la classe d'âge des 20-65 ans, mais aussi la plus forte augmentation de la population d'âge actif (+25,8% entre 1999 et 2012). Suivent les arrondissements voisins de Bastogne et Arlon en Wallonie avec +18,8% et +17,0%. Mais dans les autres régions également, la proximité du Grand-Duché impacte le développement de la population d'âge actif. En Lorraine, Thionville et Longwy atteignent des croissances supérieures à la moyenne (+7,1% et +7,0%). En Rhénanie-Palatinat, c'est le cas de la ville de Trèves et du Kreis Trèves-Sarrebourg (+9,9% et +4,8%). En Sarre, le recul est moins fort dans le Kreis Merzig-Wadern (-1,7%) que dans le reste de la région (-7,3%). De plus, on constate des croissances fortes dans la ville wallonne de Waremme, à Commercy en Lorraine et dans les villes universitaires de Mayence et Landau en Rhénanie-Palatinat.



## 2. Projections de population

### Que nous réserve l'avenir ? Les projections de population jusqu'en 2030

Selon les prévisions, la population de la Grande Région va continuer de progresser au cours des deux prochaines décennies pour s'établir en 2030 à 11 535 925 personnes dans l'espace de coopération. Ceci correspond à une hausse attendue de 0,8 %, soit 93 411 habitants au total, par rapport à 2013 – un peu moins que la ville de Kaiserslautern et un peu plus que le nombre d'habitants de la CG de Belgique.



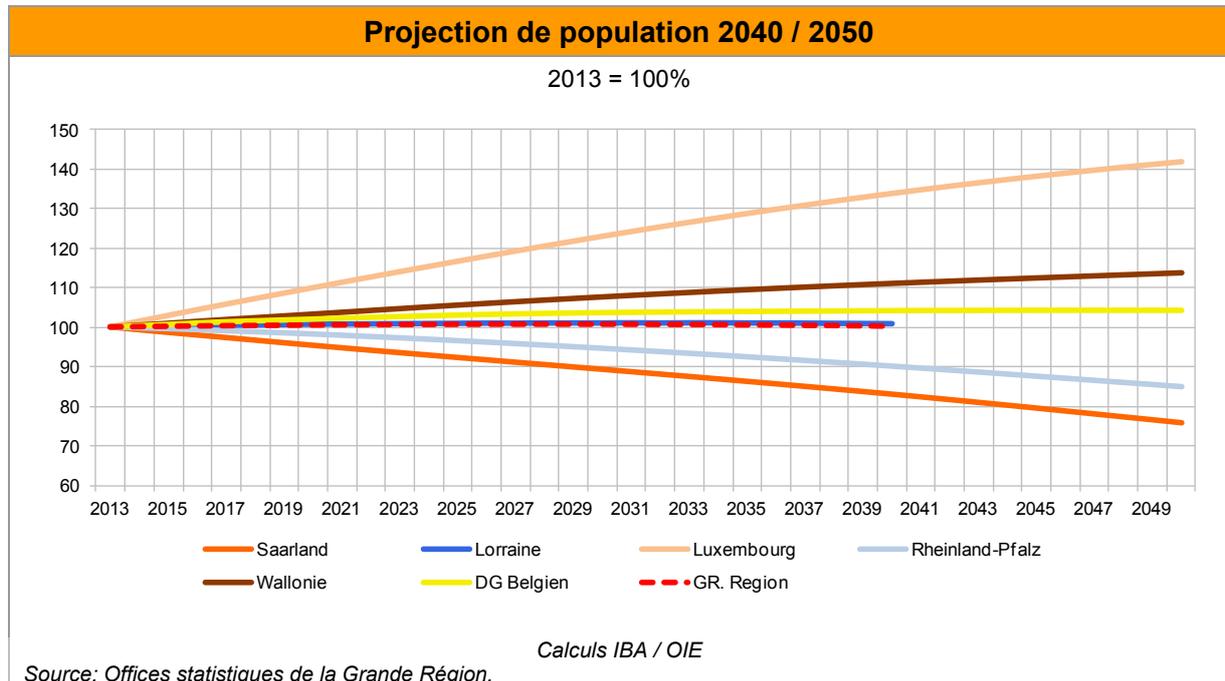
### Croissance démographique importante pronostiquée pour le Luxembourg

Une croissance démographique est pronostiquée pour la plupart des régions, et ce tout particulièrement pour le Luxembourg. En effet, on s'attend ici à une augmentation de presque 23%, pour atteindre une population totale de 646 740 personnes en 2030. Le Grand-Duché de Luxembourg continuerait ainsi à faire partie des pays de l'Union européenne qui bénéficient de la plus grande croissance démographique à l'avenir. Jusqu'à l'horizon 2060/2061, limite des projections actuelles, l'évolution sera continuellement positive au Luxembourg.

### Une évolution similaire, bien que moins marquée en Wallonie et en Communauté germanophone de Belgique

Avec 271 130 habitants supplémentaires, la population de la Wallonie devrait également connaître une croissance importante d'ici 2030, soit +7,6% par rapport à l'année 2013. Une dynamique semblable est attendue pour la Communauté germanophone de Belgique. Avec une progression de 3,6% par rapport à 2013, elle devrait compter près de 79 000 habitants en 2030, soit moins qu'annoncé par de précédentes estimations qui prévoyaient d'atteindre les 80 000 habitants dès l'année 2016, et même 84 376 citoyens d'ici 2030. Comme au Luxembourg, l'évolution démographique dans les deux régions belges restera positive d'ici 2060. En restreignant l'analyse à la période 2013 – 2030, les augmentations dans ces trois

composantes de l'espace de coopération seront non seulement largement supérieures au résultat lorrain, mais également à la moyenne des Etats membres de l'UE.



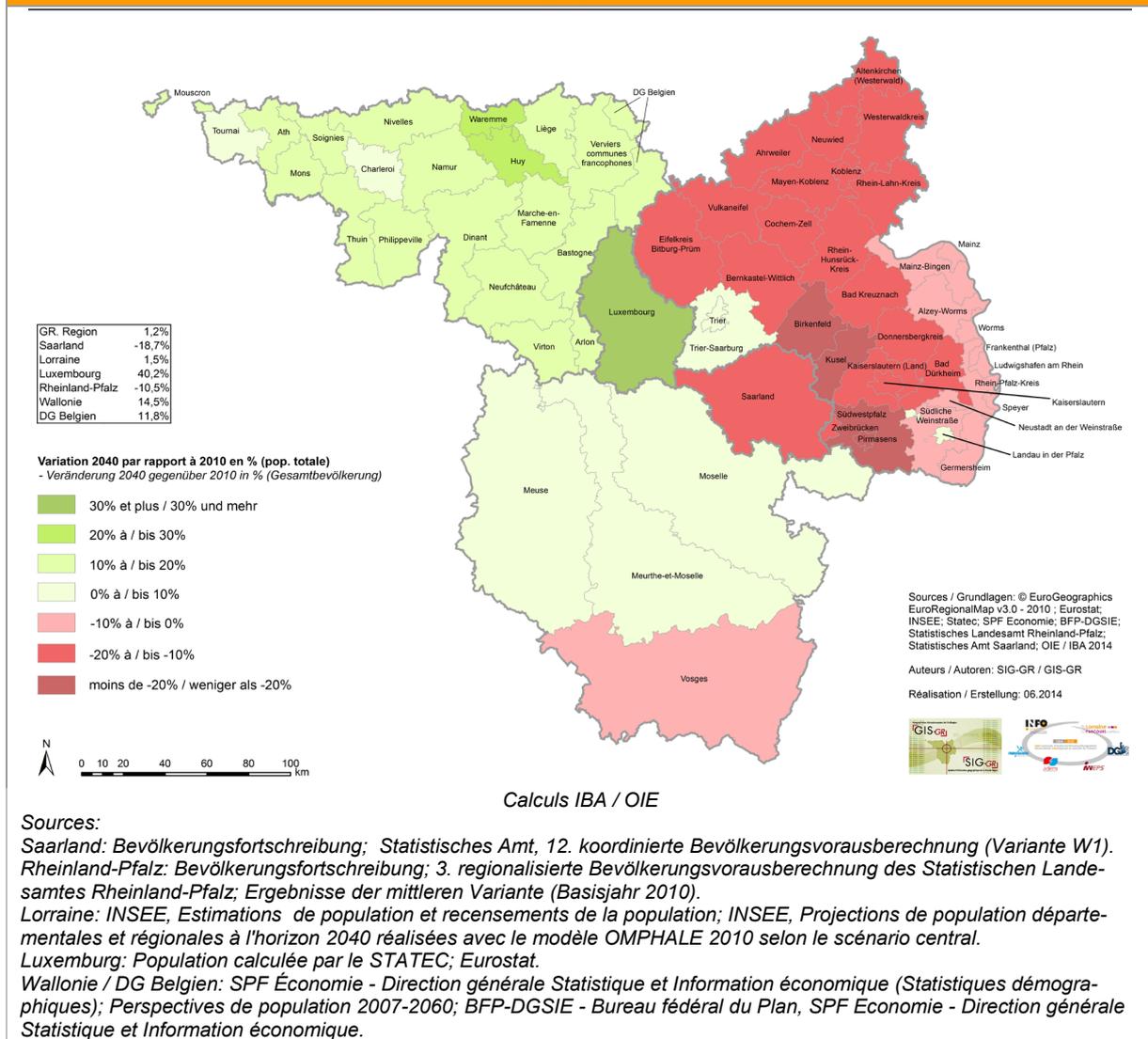
### **Des prévisions plus favorables qu'annoncé précédemment pour la Lorraine**

Les prévisions actuelles pour la Lorraine sont moins pessimistes qu'elles ne l'ont été ces dernières années: alors qu'on pronostiquait déjà des pertes pour 2012, les estimations font à présent état de légères hausses jusqu'en 2030 et même au-delà. En 2030, la population totale en Lorraine devrait ainsi compter 2,39 millions de personnes, soit 23.000 ou 1,0 % de plus que début 2013. Les projections effectuées jusqu'en 2040 prévoient qu'un pic de 2,4 millions d'habitants pourrait être atteint en 2034. Par la suite, la population lorraine stagnera ou diminuera légèrement.

### **Poursuite du déclin démographique en Sarre et en Rhénanie-Palatinat**

A l'inverse, le déclin démographique se poursuivra en Sarre: en 2030, la région allemande comptera encore 106 300 personnes de moins (soit une régression de 10,6%) pour atteindre 894 000 habitants. La population de la Rhénanie-Palatinat diminuera également, mais dans une moindre mesure. En effet, on y attend un recul de 5,4% (soit 215 500 personnes). La Rhénanie-Palatinat ne compterait alors plus qu'une population de 3,77 millions d'habitants et perdrait ainsi sa place de région la plus peuplée de l'espace de coopération, au profit de la Wallonie, avec ses 3,83 millions de citoyens.

Projection de la population 2010-2040



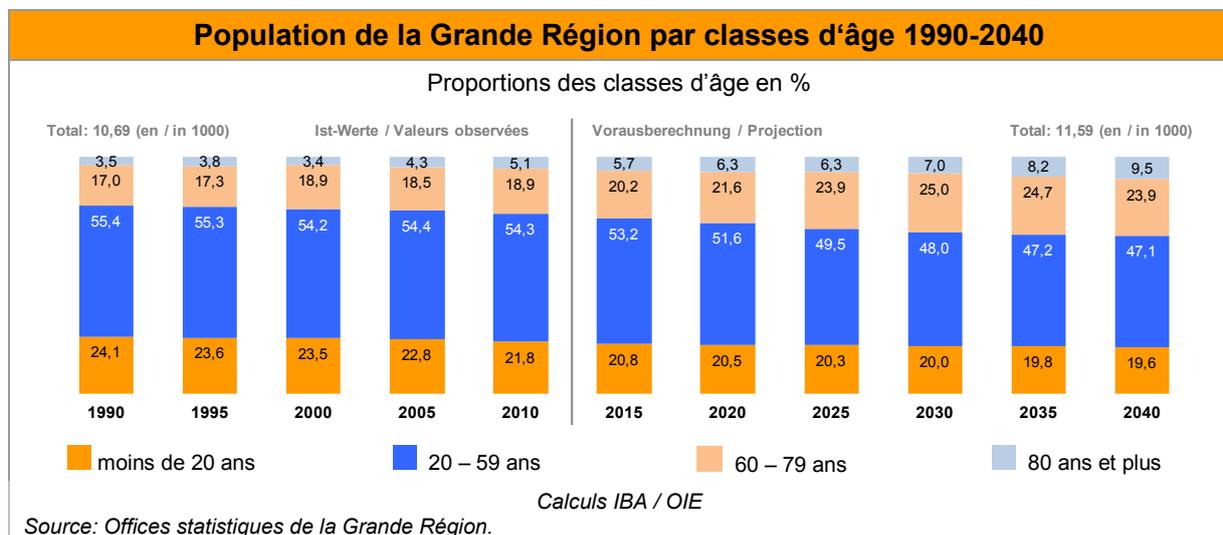
**Croissance démographique à venir aussi autour des régions à forte dynamique économique**

Les projections à petite échelle pour l'année 2040 montrent des évolutions diverses sur les territoires grand-régionaux, qui s'expliquent par des différences dans les mouvements migratoires ainsi que dans les taux de natalité. Des pertes importantes sont prévues pour la **Sarre** (-18,7%) ainsi que pour les parties du Palatinat occidental (e.g. Pirmasens -27,9%). Les causes sont des déficits importants des naissances, qui ne peuvent être compensés par l'immigration. Les Kreise du Palatinat occidental se trouvent également loin des centres à l'est de la **Rhénanie-Palatinat**. Les pertes sont beaucoup moins importantes dans les régions de Mayence, puisque celles-ci profitent de la proximité géographique de l'agglomération Rhin-Main ainsi que d'une infrastructure relativement bonne. A l'inverse, l'évolution démographique future de la région de Trèves, favorisée par la dynamique économique du Luxembourg voisin, sera positive. Pour la ville universitaire de Landau, des augmentations sont également prévues jusqu'en 2040. Pour la **Wallonie**, on attend aussi une croissance démographique sur tout le territoire, bien qu'il existe des différences entre les arrondissements : à Waremme et Huy, la croissance sera probablement supérieure à la moyenne avec +25,9% et 22,4%. Par contre, à Tournai et Charleroi, les taux de croissance

(+9,0% pour les deux) restent inférieurs à la moyenne. Pour la **CG**, les experts prévoient une augmentation de 11,8% pour 2040. En **Lorraine** aussi, les pronostics sont positifs. Seul le département des Vosges sera marqué par un recul de la population.

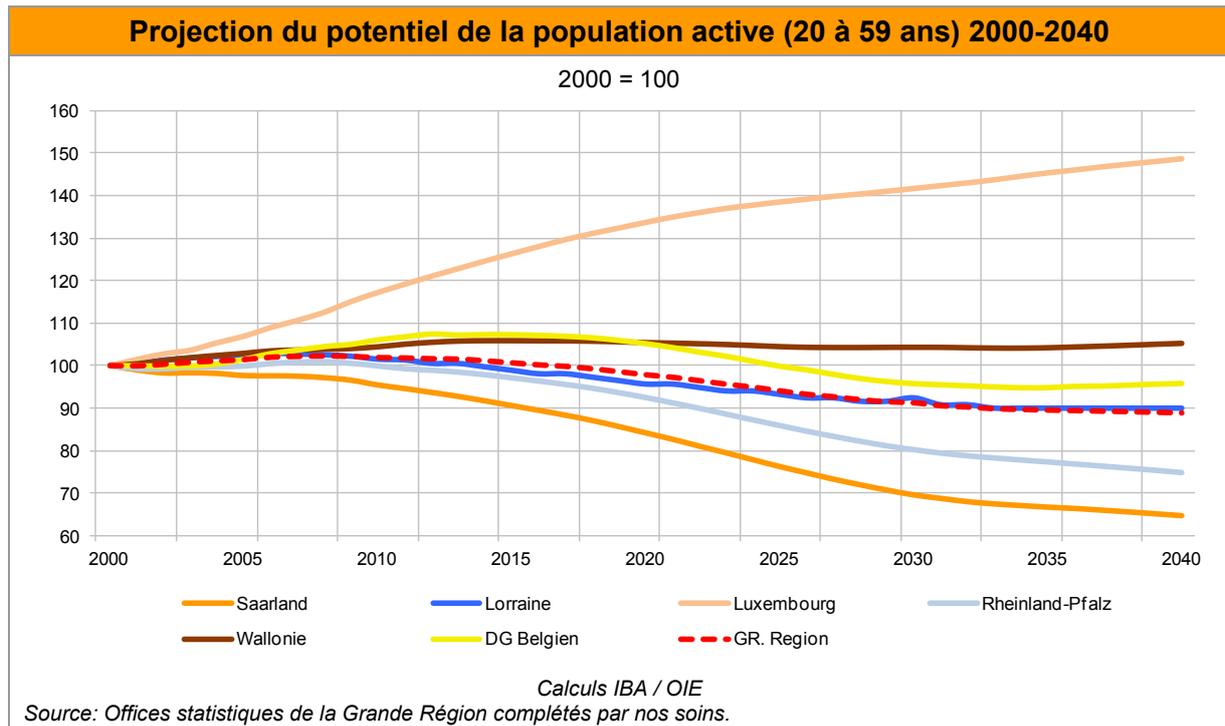
**L'augmentation du nombre de seniors se poursuit**

Alors qu'en 2010, le pourcentage de personnes âgées de plus de 60 ans dans la Grande Région a déjà augmenté de 3,5 points de pourcentage par rapport à 1990 (de 20,5% à 24%), cette tendance va encore considérablement s'accroître dans les années à venir. En effet, selon les prévisions, la Grande Région compterait 33,4% de citoyens de 60 ans et plus en 2040. Si à l'inverse, la proportion de jeunes de moins de 20 ans est en baisse (- 2,2 pp entre 2010 et 2040), c'est principalement le nombre d'habitants de 20 à 59 ans qui, dans le même temps, chute de la façon la plus significative (-7,2 pp).



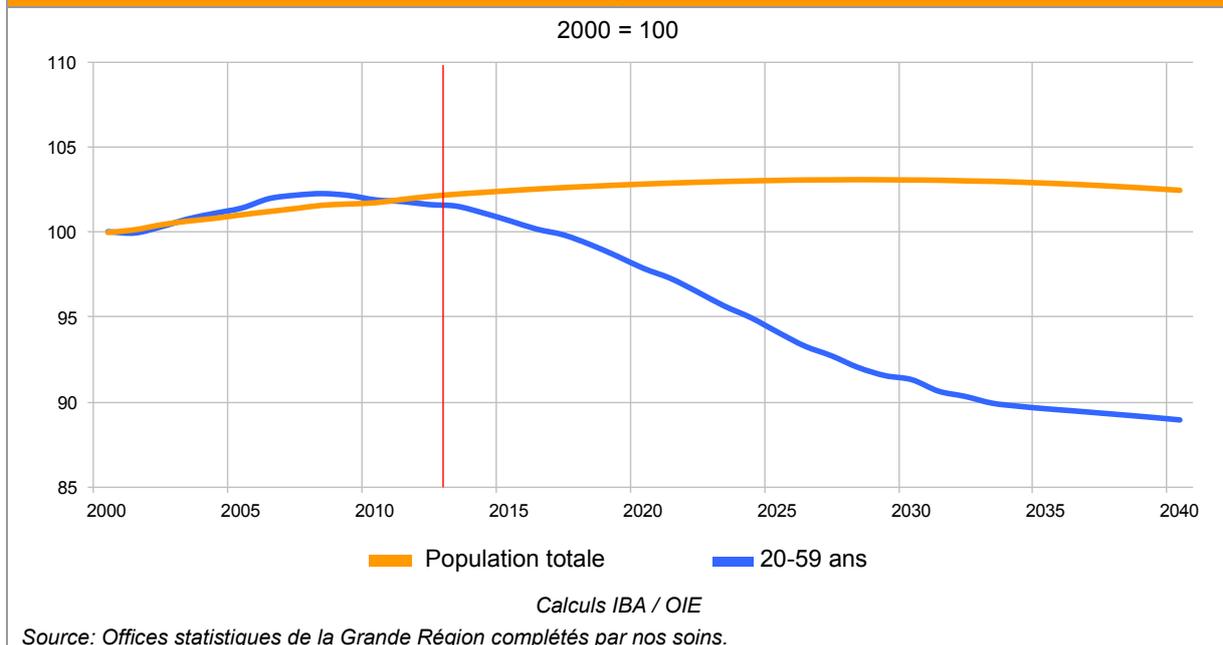
**Potentiel d'actifs en recul pour une population totale en hausse**

En 2040, le groupe d'âge des 60 ans et plus représenterait alors un tiers de la population totale, contre seulement un quart actuellement. En revanche, la population active (20 à 59 ans) et les jeunes générations (moins de 20 ans) régressant, leurs parts respectives dans la population de la Grande Région passeraient de 54,3 et 21,8 % à respectivement 47,1 et 23,9 %. Ainsi le potentiel d'actifs de la Grande Région continuera-t-il non seulement de vieillir en présence d'une population totale toujours croissante, mais la baisse quantitative se poursuivra elle aussi. En effet, les cohortes ayant connu une forte natalité vieillissent et la génération de parents suivante est quantitativement moins nombreuse.



Alors que les générations du baby boom prendront progressivement leur retraite, cette tendance se renforcera. Par conséquent, la croissance démographique sera de moins en moins en mesure de couvrir les besoins de main-d'œuvre dans le futur. Il sera avant tout nécessaire – parallèlement à un solde migratoire positif – de recourir toujours davantage à des groupes de personnes jusqu'alors sous-représentés sur le marché du travail. La capacité à davantage et mieux exploiter le potentiel de main-d'œuvre local par l'intégration renforcée de jeunes sans emploi et une meilleure utilisation des qualifications des femmes, des migrants et des seniors sera déterminante pour relever le défi de la mutation démographique. Ceci vaut autant en termes de disponibilité de main-d'œuvre qualifiée que du point de vue de la répartition des charges des systèmes de sécurité sociale. Car dans le futur, il y aura toujours plus d'inactifs par rapport à la population en âge de travailler. Ce ratio « actifs » - « inactifs » correspond à l'indice de dépendance qui résulte de la somme des indices de dépendance des jeunes et des personnes âgées : alors qu'en 2010, il y avait encore, pour 100 personnes en âge de travailler, 83 inactifs, le nombre de ces derniers augmentera pour atteindre 92 personnes en 2030.

### Projection du potentiel de la population active (20 à 59 ans) et de la population totale en Grande Région 2000-2040



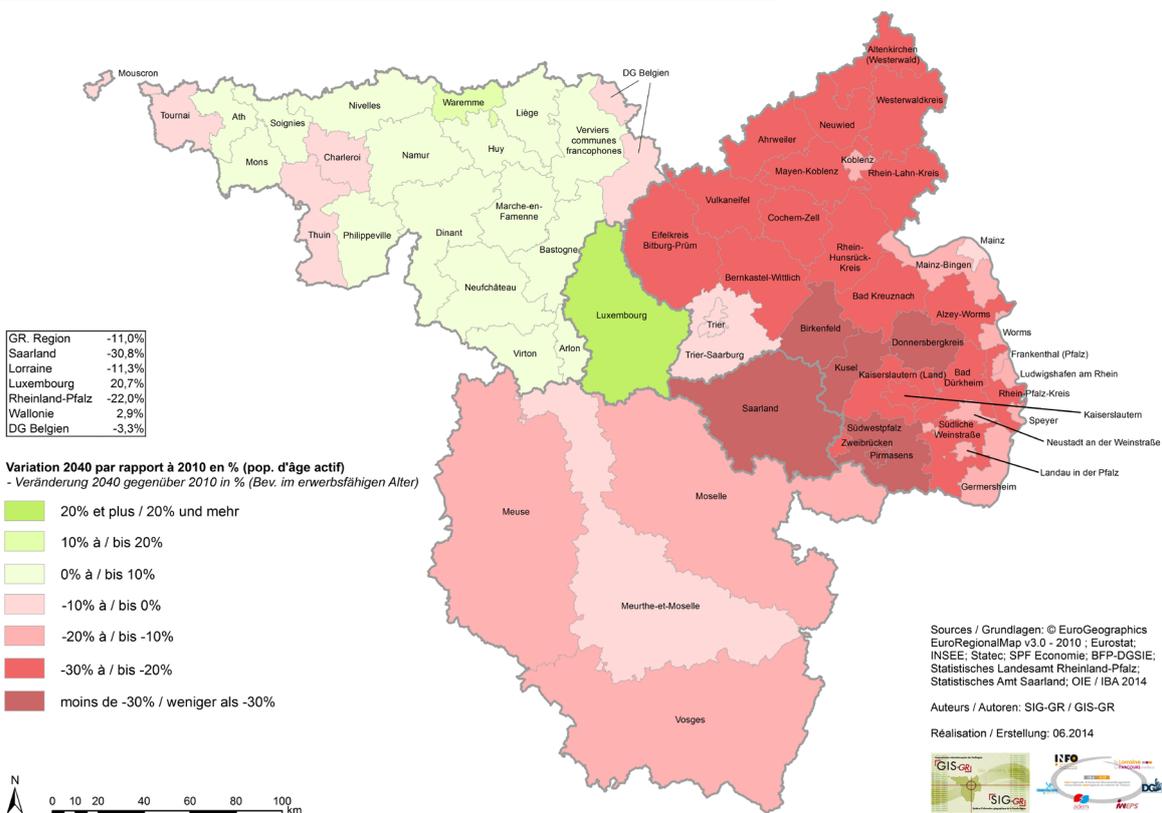
#### **Des disparités régionales considérables dans l'évolution du potentiel d'actifs... Les régions allemandes et la Lorraine dans le rouge...**

Toutes les composantes de l'espace de coopération grand-régional ne sont pas égales face au changement démographique et donc à l'évolution future de leur potentiel d'actifs. Selon les estimations, la **Sarre** se retrouverait, en 2040, dans la situation la plus préoccupante, concernant sa population en âge de travailler. Elle perdrait d'ici-là, en effet, plus de 30% de sa population active. Il en va de même pour les régions avoisinantes, comme Birkenfeld, Kusel, Südwestpfalz et Pirmasens, ainsi que pour le Donnersbergkreis, un peu plus à l'est. Le reste du territoire de la **Rhénanie-Palatinat** s'en sort à peine mieux, avec une baisse de son potentiel d'actifs estimée de -20 à -30%, à l'exception de quelques régions à l'est du Land, ainsi que de Coblenche, qui enregistrent une baisse de -10 à -20%. Seule la région allemande de Trèves se rapproche d'une situation de statu quo, avec une évolution estimée entre -10 et 0%. En moyenne, la Rhénanie-Palatinat devrait voir son potentiel d'actifs baisser de 22% d'ici 2040. La **Lorraine** subira, elle aussi, une diminution de son potentiel d'actifs, bien que plus modérée. Avec une baisse moyenne de -11,3% à l'échelle de la région, seul le département de la Meurthe-et-Moselle (-6,9%) limite un peu les pertes au niveau lorrain.

#### **...évolution positive, mais faible en Wallonie...**

En moyenne, la population potentiellement active devrait augmenter de 2,9% d'ici 2040, à l'échelle du territoire wallon. En effet, en **Wallonie**, seuls cinq arrondissements affichent une évolution négative du potentiel d'actifs, à savoir Mouscron, Tournai, Charleroi, Thuin, ainsi que la **Communauté germanophone**, qui subiraient une diminution possible jusqu'à 3,3% des actifs potentiels. A l'inverse, l'arrondissement de Waremme affiche, avec une augmentation de 13,2%, une évolution supérieure à la moyenne wallonne.

**Projections du potentiel de la population active (20 à 64 ans) 2010-2040**



Calculs IBA / OIE

**Sources:**

Saarland: Bevölkerungsfortschreibung; Statistisches Amt, 12. koordinierte Bevölkerungsvorausberechnung (Variante W1).  
 Rheinland-Pfalz: Bevölkerungsfortschreibung; 3. regionalisierte Bevölkerungsvorausberechnung des Statistischen Landesamtes Rheinland-Pfalz; Ergebnisse der mittleren Variante (Basisjahr 2010).  
 Lorraine: INSEE, Estimations de population et recensements de la population; INSEE, Projections de population départementales et régionales à l'horizon 2040 réalisées avec le modèle OMPHALE 2010 selon le scénario central.  
 Luxembourg: Population calculée par le STATEG; Eurostat.  
 Wallonie / DG Belgique: SPF Economie - Direction générale Statistique et Information économique (Statistiques démographiques); Perspectives de population 2007-2060; BFP-DGSIE - Bureau fédéral du Plan, SPF Economie - Direction générale Statistique et Information économique.

**...seul le Luxembourg affiche une hausse significative de son potentiel d'actifs...**

...avec une augmentation estimée à 20,7% à l'échelle du Grand-Duché, entre 2010 et 2040. Ainsi, le Luxembourg est l'unique composante grand-régionale à afficher une nette évolution positive (+65 000 personnes), pour atteindre 378 000 actifs potentiels. La principale cause réside dans l'important flux migratoire vers le Grand-Duché, qui constitue depuis la fin des années 1980 un pôle d'attraction économique avec un besoin constant en main-d'œuvre. De plus, les immigrants sont beaucoup plus féconds que les Luxembourgeois et stabilisent, voire augmentent ainsi la croissance démographique naturelle. Le vieillissement se trouve donc globalement atténué et le Luxembourg bénéficiera toujours, à l'avenir, d'une structure des âges relativement jeune et d'un fort potentiel d'actifs.

# Annexe

## Portrait de l'Observatoire Interrégionale du Marché de l'emploi



L'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) collecte pour le compte du Sommet de la Grande Région des informations sur le marché de l'emploi dans les régions partenaires et effectue des analyses sur le marché de l'emploi transfrontalier. Sur cette base il établit des prévisions et des recommandations d'actions pour les évolutions du marché de l'emploi à venir dans l'espace de coopération.

L'OIE est soumis à un comité de pilotage des représentants des régions impliquées qui définit les activités centrales en accord avec les responsables politiques de la Grande Région. La réalisation du programme de travail est assurée par un réseau de six instituts spécialisés de la Grande Région. Le secrétariat permanent et la coordination sont assumés par l'INFO-Institut à Sarrebruck.

Informations supplémentaires

Hilke van den Elsen (coordinatrice)

Jonas Boos

c/o INFO-Institut

Pestelstraße 6

D- 66119 Saarbrücken

+49 (0) 681 / 9 54 13-12

[www.iba-oie.eu](http://www.iba-oie.eu)

### Le réseau des instituts spécialisés

**INFO-Institut** (Saarland und Rheinland-Pfalz)

[www.info-institut.de](http://www.info-institut.de)

**Centre de Ressources et de Documentation des EURES Transfrontaliers de Lorraine** (Lorraine)

[www.frontalierslorraine.eu](http://www.frontalierslorraine.eu)

**Lorraine Parcours Métiers** (Lorraine)

[www.lorpm.eu](http://www.lorpm.eu)

**Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique** (Wallonie)

[www.iweps.be](http://www.iweps.be)

**DGStat** (DG Belgique)

[www.dgstat.be](http://www.dgstat.be)

**ADEM EURES – CEPS/INSTEAD**

**Agence pour le développement de l'emploi** (Luxembourg)

[www.eureslux.org](http://www.eureslux.org)

## Portraits des instituts spécialisés



### INFO-Institut

#### Sarre et Rhénanie-Palatinat



L'INFO-Institut est un institut de conseil et de recherche. Outre les questions de stratégie des entreprises et de développement des organisations, l'institut traite des sujets de recherche ayant trait au marché de l'emploi à la région. Les activités portant sur le développement régional ne sont pas limitées au territoire national, mais axées sur le territoire de la Grande Région et revêtent donc une dimension européenne.

### ADEM EURES – CEPS / INSTEAD

#### Luxembourg



EURES Luxembourg est quant à lui le fruit d'un partenariat entre l'ADEM (Agence pour le développement de l'emploi) et le Centre de Recherches Public CEPS/INSTEAD. Ses missions essentielles sont l'information sur les conditions de vie et de travail au Grand-Duché de Luxembourg et l'analyse du marché du travail dans la Grande Région, en collaboration avec l'OIE.

### GIP Lorraine Parcours Métiers

#### Lorraine



Depuis le 1 janvier 2014, l'ancien partenaire de l'OIE, OREFQ, fait partie du Groupement d'intérêt public (GIP) Lorraine Parcours Métiers. Ce GIP a pour objet d'associer les compétences de l'OREFQ (OREF) spécialiste de la connaissance de la relation emploi-formation en Lorraine et celles d'INFFOLOR (CARIF), expert de l'information sur la formation et l'orientation tout au long de la vie. Financé par l'État et le Conseil régional de Lorraine, Lorraine Parcours Métiers contribue à la mise en œuvre des missions de service public dans les domaines de la formation, de l'insertion, de l'observation et de l'emploi.

### **CRD des EURES Transfrontaliers de Lorraine** **Lorraine**



Le Centre de Ressources et de Documentation des EURES Transfrontaliers de Lorraine, association soutenue par le Conseil Régional de Lorraine et la Commission Européenne, a pour mission d'informer les salariés et les entreprises sur la mobilité transfrontalière dans la Grande Région, de participer à la gestion prévisionnelle de l'emploi, et de promouvoir la formation professionnelle transfrontalière. Le CRD EURES Lorraine constitue, avec son réseau d'experts, un fonds documentaire qu'il met à la disposition du public et diffuse des informations accessibles sur son site internet.

### **DGStat** **Communauté germanophone de Belgique**



Le groupe de travail DGstat succède à l'Observatoire de l'Emploi de Belgique Orientale (ABEO). Il a été institutionnalisé fin 2010 dans une convention entre différentes organisations de la Communauté Germanophone, dont le ministère, le Conseil Economique et Social et l'Agence pour l'Emploi, après que les fondements nécessaires à sa création aient été mis en place dans le cadre du projet « DGstat », soutenu par le Fonds Social Européen. Les missions du groupe de travail sont la collecte, l'analyse, l'interprétation et la diffusion de différentes statistiques, ainsi que la publication d'études. Il vise aussi à promouvoir les échanges entre les producteurs et les utilisateurs des données au sein de la Communauté Germanophone de Belgique, mais aussi au-delà.

### **Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique** **Wallonie**



L'IWEPS est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.



